« MONDE LIBERTAIRE » N° 937 : DURÉE QUINZOMADAIRE

(PROCHAIN ML N° 938 : JEUDI 30 DÉCEMBRE 1993)

Ilemonde 200

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

N° 937

10,00 F

32 HEURES

ON VEUT LA SEMAINE DES TROIS DIMANCHES!

VEC LA SEMAINE DE 32 HEURES - la semaine des trois dimanches, comme aurait dit cette vieille fripouille de Paul Reynaud (1) — les politiciens et leurs compères des médias ont amusé la galerie pendant plus d'un

Tout s'est terminé par un enterrement dans la plus stricte mais douillette intimité des commissions des Affaires sociales des deux assemblées qui, dans la fameuse « loi quinquennale », ont gommé toute allusion à ce mirobolant projet.

Bien sûr, comme Balladur l'avait expliqué, il ne s'agissait que d'une expérience. Mais les nommés Fourcade et Péricard ont révélé que le « microcosme », comme dirait l'autre, s'était vraiment fait peur avec cette histoire aux relents de Front popu. Il n'empêche qu'ils

« SORTIR DU NUCLÉAIRE » P. 4

ECOLE LIBERTAIRE « BONAVENTURE: TROIS MOIS DÉJA » P. 5



spectacle ces « pères conscrits » débattant de la durée de notre travail, eux qui passent le plus clair de leur temps à roupiller sous les lambris du Luxembourg!

En définitive, la « loi quinquennale », dont les soixante décrets d'application sont en cours de rédaction, prévoit l'annualisation du temps de travail, ce qui rendra les serfs salariés corvéables en fonction des commandes. Une aide de l'Etat pourrait être accordée aux entreprises « réduisant au moins de 15% la durée du

nous ont offert un curieux travail, avec baisse de salaire obligatoire, en échange d'une augmentation des effectifs de 10% ».

> Le voilà donc ce fameux « partage du travail et du revenu », dont Rocard a encore chanté les louanges quelques jours avant le dernier congrès du PS. Face « à la crise de civilisation gigantesque » provoquée par le chômage, a-t-il déclaré, « la semaine de quatre jours s'impose

> Cette grande et généreuse idée n'a pas laissé les patrons indifférents qui, un peu partout, ont multiplié les chantages : on baisse les salaires ou

on licencie. Le secteur étatique n'est pas en reste. Ainsi, à GIAT-Industrie, le « plan social » annonçait 2 300 suppressions de postes (sur 12 000). Après la signature par les syndicats (sauf la CGT) d'un accord sur une réduction de deux heures du temps de travail avec baisse des salaires, le « sureffectif » est ramené à 1 525 personnes. Pour les signa-

responsable », proclame la CFDT. (2) Il n'est pas jusqu'au très aristo Gilles de Robien, député-maire PR

taires, 775 emplois sont donc sauvés.

Mais il en passe quand même 1 525

à la trappe. C'est du « syndicalisme

d'Amiens, qui n'enfourche le dada du « partage du travail » et annonce le dépôt d'une proposition de loi pour que le « partage » en question soit généralisé en deux ans.

Pour mener à bien leurs petites opérations de chantage, les patrons profitent de l'aubaine offerte par cette campagne lancée par les socialos avant les élections. Et c'est évidemment ce genre d'entourloupettes que Monsieur Gilles de Robien entend favoriser. Mais le CNPF ne souhaite pas, lui, de législation trop contraignante et ne (suite p. 3)

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE RESTE LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS SIEGE DE DEPUTE JOYER

ANTIMILITARISME

Aucune guerre

« ...dans le fonctionnement

normal de la société capitaliste,

nous sommes virtuellement

en situation de guerre... »

A GUERRE est une méthode de résolution des conflits inhérente aux « relations » qu'entretiennent les structures de pouvoir entre elles.

C'est une constante qui traverse pratiquement toutes les sociétés, à travers toutes les époques.

Le pays, l'Etat, la nation ou l'empire, qui a l'économie la plus développée et la plus puissante peut fabriquer et entretenir les outils techniques nécessaires à la constitution d'une force armée structurée et permanente, en capacité potentielle de vaincre toute résistance, intérieure comme extérieure à leur espace de domina-

Bien entendu, il suffit bien souvent aux plus forts de montrer leurs chaque instant.

muscles pour imposer conceptions, prix, échanges, commerce, voire même accroître la superficie de leurs

La guerre ne se « fait » réellement que lorsque l'équilibre des rapports de force est rompu ou incertain entre

deux ou plusieurs puissances, mais elle constitue une donnée de fond, à prendre en compte dans chacune de nos analyses.

Disons, pour faire moderne, que

dans le fonctionnement normal de la société capitaliste, nous sommes virtuellement en situation de guerre, à

Le passage à la « réalité » se faisant et se défaisant selon la « rentabilité » de la position non-guerre et de la position guerre.

Les transformations profondes que subissent tant le système économique mondialisé que les appareils d'Etats,

> montrent bien qu'actuellement de nouvelles alliances sont en gestation à l'échelon des continents et que vont en surgir de nouveaux rapports de

force, dont il n'est pas si facile de définir les contours lorsque l'on veut bien sortir des éternels clichés faisant des « Américains » ou des

« Occidentaux » les seuls acteurs et responsables.

Rien ni personne ne peut nous assurer que la position non-guerre soit toujours désactivée pour faire évoluer dans un sens ou un autre cette redéfinition des zones de propriétés des

Impossible d'exclure l'idée d'une évolution vers des logiques d'affrontements directs, vers une guerre entre systèmes économico-politiques concurrents?

Plus que jamais nous nous devons de prendre conscience des risques de guerre totale auxquels nous sommes confrontés.

En ce sens il y a urgence à proposer un autre projet sociétaire qui puisse

(suite p. 2)

Aucune guerre ne sera jamais la nôtre

(suite de la « une »)

motiver et inspirer l'action de ceux qui subissent de plein fouet les licenciements et autres « sacrifices », partout sur la planète.

Si les anarchistes sont clairement antimilitaristes il y a bien souvent des ambiguïtés dans notre approche du pacifisme et de la nécessité d'utiliser ou non la violence. Il y a eu moult débats sur ces sujets.

A mon humble avis, nous devrions nous contenter de partir de la réalité du rapport social capitaliste, violent et destructeur dans son mécanisme même et adapter notre attitude en fonction du rapport de force auquel nous sommes confrontés, dans une situation donnée.

De ce constat, nous pouvons déduire qu'il y a forcément un moment où le système en place réagira militairement face à la menace que constituera pour sa survie un mouvement social libertaire en expansion.

D'où une impérative nécessité pour nous de penser et d'organiser notre protection individuelle et collective.

Le problème est de définir le rôle et la fonction des structures d'autodéfense que nous serons obligatoirement amenés à créer.

Si nous rejetons presque tous l'idée d'une armée, même populaire, nous sommes parfois moins clairs sur la notion de guerre.

libertaire

France

☐ 35 F

3 mois 13 n° 🔲 95 F

6 mois 25 n° 🔲 170 F

(+ DOM-TOM)

Tarif

1 mois

1 an

En effet, il est pour le moins étrange que des libertaires et non des moindres, aient utilisé le terme de « guerre » dans les titres de leurs revues : Guerre de classes ou Guerre sociale, entre autres, alors qu'ils ont toujours été réticents à employer le concept d'armée lorsqu'il leur a fallu s'opposer collectivement à la violence d'Etat.

« ...rappelons l'enjeu et le drame qu'a été pour les libertaires la militarisation des milices confédérales en Espagne, en 1936. »

Les anarchistes ont en général préféré parler de « peuple en armes », de « milices ouvrières » pour bien marquer leur rejet de l'institution militaire, dans son essence

Il faut souligner aussi le fait qu'un Kropotkine a pris partie pour la guerre contre l'Allemagne, en 1914.

Bien souvent, nous avons entendu des camarades affirmer qu'il fallait s'engager pour la guerre contre le nazisme et le fascisme.

Bien souvent les titres de nos journaux, de nos affiches ou de nos tracts ont mis en avant des titres du genre Cette guerre n'est pas la nôtre. Le dernier exemple ne date pas plus tard que de la guerre du Golfe.

Sous pli fermé

70 F

(France)

☐ 310 F

□ 530 F

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

Tél.: (1) 48.05.34.08.

FAX: (1) 49.29.98.59.

75011 Paris.

Etranger

☐ 60 F

☐ 140 F

☐ 250 F

☐ 400 F



« Non, non, non, plus jamais ça ! ». Doc. Union pacifiste de France.

Il est significatif que les manuels d'histoire officielle parlent de « guerre civile espagnole » et non de « révolution sociale ».

La guerre cantonne le champ de la pensée dans des perspectives de rapports de domination. Il s'agit de vaincre et d'écraser l'ennemi et non de transformer l'ordre des choses.

Pour mémoire, rappelons l'enjeu et le drame qu'à été pour les libertaires la militarisation des milices confédérales en Espagne, en 1936.

Ce n'était pas une simple question de vocabulaire. Chacun comprenait bien que c'était toute une conception des luttes sociales qui se voyait remise en cause, sous prétexte de se plier aux impératifs de la lutte contre le fascisme.

Il est évident que lorsque les anarchistes emploient le terme de « guerre sociale » cela se comprend dans le sens où contestant l'ordre capitaliste, nous entretenons une « relation » de conflit avec lui. Et comme ce système construit son existence sur la violence, il nous fait effectivement la guerre. Mais y a-t-il pour autant « guerre sociale » ? Les anarchistes

145, rue Amelot, 75011 Paris Directeur de publication : André Devriendt Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe Dépôt légal 44 145 1er trimestre 1977 Routage 205 — La Vigie Diffusion SAEM Transport Presse

peuvent-ils mener une guerre, fût-

elle sociale?

Pour le moment et au vu des rapports de forces, il suffit à l'Etat de nous nier politiquement et de nous enfermer dans une image tout à la fois utopiste, marginale, terroristo-délinquante... Mais cette situation peut se modifier si demain nous étions en capacité de peser sur les choix sociétaires.

« Nous n'avons donc pas à reprendre un vocabulaire appartenant et définissant l'action de nos ennemis de classe. »

Ce sera de la responsabilité du capital et de l'Etat de mener cette guerre. La guerre est capitaliste et étatique, jamais sociale.

Nous ne cherchons pas et nous ne vivons pas sur une logique guerrière. A aucun moment le concept de guerre ne peut donner un sens à notre action. même si à un moment donné notre action consistera, aussi, à utiliser des moyens violents pour prévenir ou faire face à une agression.

Nous n'avons donc pas à reprendre un vocabulaire appartenant et définissant l'action de nos ennemis de classe

Nous sommes porteurs de conceptions sociales pacifiques, nos objectifs sociaux ne visent pas à imposer une dictature, fut-elle du prolétariat.

Les structures et les méthodes que nous devons développer se doivent impérativement d'être pensées en fonction de nos objectifs.

Notre discours se doit, lui aussi, d'être sans ambiguïté à ce sujet.

La notion de guerre n'appartient pas à notre bagage idéologique, et cela doit se ressentir jusque dans nos slogans.

Il n'y a pas de guerre « révolutionnaire » pour des anarchistes.

La guerre appartient à ce monde ancien, archaïque et totalement incapable de répondre aux besoins sociaux de l'humanité. C'est bien ce que nous rejetons.

Les anarchistes ukrainiens l'avaient déià compris, eux qui disaient que leur « organisation de combat » ne pouvait pas être anarchiste parce qu'elle utilisait la violence armée, même si c'était une nécessité à laquelle ils étaient contraints et forcés de faire face, même si les responsables étaient élus et cette « armée » non permanente.

Ils avaient parfaitement conscience du danger qu'il y a à manipuler des concepts et à avoir des pratiques contraires à sa propre idéologie.

Le risque est grand de voir des dérapages se produire, des excès se commettre. Si des individus profitent souvent du pouvoir que donne la possession d'une arme, il est facile de comprendre le pouvoir que peut générer uns structure armée bien organisée, même si elle se dit liber-

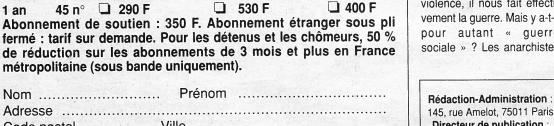
Cet aspect des choses doit être pris en compte dans notre travail de sensibilisation aux idées et pratiques liber-

Et cela doit commencer par un rejet d'une terminologie empruntée à nos adversaires qui eux ne reconnaissent pas la lutte des classes tout en sachant organiser les massacres pour assurer leur domination.

Aucune guerre ne sera jamais la nôtre.

FORUM

Bernard (groupe Déjacque - Lyon)



Code postalVille Pays A partir du n°(inclus). Abonnement de soutien

Bulletin d'abonnement

Chèque postal 🖵 Chèque bancaire 🖵 Autre 🖵

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin. Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage. Commission paritaire n°55 635

« CHAOS » (BD antimilitariste) Vernissage-dédicaces ALBI - vendredi 17 décembre MJC, rue de la République à partir de 18 h **Dédicaces**

TOULOUSE samedi 18 décembre Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières de 14 h à 18 h (un verre de gaillac sera offert) Prix: 55 F (en vente à la librairie du Monde Libertaire)

samedi 18 décembre de 16 h 30 avec l'équipe de « FONDU AU NOIR » (émission de cinéma sur Radio Libertaire) Librairie du Monde Libertaire (M° Oberkampf) 145, rue Amelot 75011 Paris

On veut la semaine des trois dimanches!

« Ce sera moins de temps

à passer [...] sous la coupe

des singes. »

(suite de la « une »)

veut pas aller trop loin dans le sens des réductions d'horaires. Pas question d'officialiser les 32 heures et la semaine de 4 jours. La redoutable Union des Industries métallurgiques et minières (UIMM), qui n'a pas l'habitude de parler pour ne rien dire, expose sans ambages ses arguments. Selon elle, le passage aux 32 heures dans la métallurgie ne créerait que très peu d'emplois « de l'ordre de 2% seulement contre les 18,5% escomptés en théorie ».

Cette mesure pourrait provoquer « des surcoûts de l'ordre de 2% à 15%, qui dégraderaient fortement la compétitivité des entreprises ». Celles-ci riposteraient par une augmentation importante de la productivité grâce, notamment, à « une substitution accrue du capital au travail par une meilleure utilisation des équipements ». Des machines à la place des hommes!

Par ailleurs, l'UIMM agite aussi cette menace : selon elle, une enquête révèle « qu'il existe actuellement dans les entreprises rattachées à l'UIMM un volant de 6% à 10% de

personnels en sureffectifs »... (3) implacable et très lucide de A bon entendeur, salut!

On ne peut être plus clair, et la logique de l'UIMM est inattaquable, car nous sommes dans le système capitaliste et celui-ci a toujours repris ainsi — au moins en partie — les acquis du monde du travail : par l'augmentation de la productivité. Ce qui lui a permis aussi, en une dizaine d'an-nées, de

gonfler énormément les effectifs de son « armée de réserve » (chômeurs et salariés à statut précaire).

encore besoin, la grande naïveté de ceux qui croient qu'il suffit d'un effort de solidarité de tous les exploités — en « partageant » les revenus — pour faire reculer le chômage. Faut-il encore répéter que celui-ci n'est pas une calamité naturelle, comme les intempéries, dont il faut aider les victimes, mais qu'il résulte du fonctionnement d'un système économique qui est

lui-même engendré par une volonté

Tout cela démontre, s'il en est

domination et d'exploitation?

Quant aux politiciens de tout bord, aux plumitifs de tout poil, aux pseudo-syndicalistes et aux évêques qui nous incitent au « partage », ils savent parfaitement ce qu'ils font. Ils mentent effrontément pour tenter de détourner le monde du travail (et des sans-travail) du seul chemin qui peut conduire à

l'amélioration de son sort : celui de la lutte.

Si la semaine des trois dimanches ne peut, à

elle seule, dans ce système, faire disparaître définitivement le chômage, il est évident, par contre, qu'elle nous intéresse beaucoup. Ce sera moins de temps à passer, dans les boîtes, sous la coupe des singes! Mais alors pas question d'accepter le « partage », dans le sens que les politiciens et les calotins de toutes sortes donnent à ce mot, c'est-à-dire la baisse des salaires. Pensons à nos anciens qui, en 1936, se battirent et pour les 40 heures, et pour de substantielles augmentations de salaires. Le produit de notre travail existe bel et bien puisque Balladur nous incite à consommer davantage. C'est ce produit qu'il faut partager entre tous, en fonction des besoins de chacun.

Sébastien Basson

(1) Paul Reynaud était ministre des Finances du gouvernement Daladier, en 1938. C'est lui qui annonça, à la radio, les décrets-lois qui revenaient en partie sur les acquis de juin 1936. De sa voix nasillarde, il proclama : « Finie la semaine des deux dimanches! »

(2) Les travailleurs du GIAT ont raison de se battre pour que personne ne reste sur le pavé. Mais il faudrait lutter aussi pour la « reconversion », le remplacement des productions militaires par des productions civiles, utiles à la population. Seule la CFDT a évoqué parfois ce problème. La CGT s'y oppose. Au nom de la « défense nationale » et de « l'indépendance de la France ». Fermez le ban!

(3) Le Monde du 30 novembre 1993.

Le groupe Emma-Goldman organise, le samedi 18 décembre, à 15 h la projection d'un film, puis à 20 h 30 un débat sur l'« action directe, la propagande par le fait (sabotage, bande à Bonnot, Durruti, Action Directe, Fraction Armée Rouge, Brigades Rouges...) », à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

MONTPELLIER

Le groupe FA de Montpellier organise une réunion-débat avec Bernard Gilet (membre de la Confédération paysanne), qui présentera l'action et les conceptions d'un syndicat paysan alterna-

Rendez-vous le samedi 18 décembre à 15 h à la Maison des Associations, 27, boulevard Louis-Blanc à Montpellier.

Le groupe FA de Tours organise une soirée film-débat sur « Bonaventure : une école libertaire pourquoi, comment ? », le jeudi 16 décembre à 20 h, au cinéma Les Studios (Studio O - CNP), 2, rue des Ursulines à Tours.



Le n° 14 de la revue Encre Noire est paru. C'est une revue éditée par le groupe J.-R. Caussimon de Nancy, le groupe Ne Plus Subir de Moselle-Bas-Rhin et la liaison FA de Saint-Dizier. Il est disponible contre 8 F en timbres, en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

Le groupe FA de Nice édite L'Anarchie de Sébastien Faure. Prix : 25 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'ADCL. A commander à ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

Le n° 104 (décembre) de Contre vents et marées, (journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes) est sorti. Prix: 6 F (abonnement 60 F, chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).

A commander à « Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-

taire, qui fut sabordé, comme il se doit. Il ne se reproduira pas, nous assure-t-on à la CGT. Les occupations, si occupations il doit y avoir, seront organisées et gérées uniquement par les syndicats CGT. Enfin, la petite touche d'absurde indispensable laquelle les histoires sans d'ASSEDIC-Spectacle perdraient leur charme incomparable. Les ASSEDIC n'ont pratiquement pas eu le temps d'appliquer les réformes de l'année précédente, compte tenu de l'engorgement des dossiers. Il est vrai qu'ils ne les traitent pas non plus. Néanmoins, déposer son dossier devient un devoir. Pourquoi s'imposer cette tâche sisyphienne? Pour résister à la pression ambiante. Ne plus revendiquer ses droits, par découragement, les laisser perdre, arrange prodigieusement les pouvoirs publics. Il y a un danger : des droits qu'on ne réclame plus risquent de tomber en désuétude, par suite, de disparaître. Qui sait, vous pourrez peut-être passer entre les mailles du filet, et bénéficier d'un miracle. Cela arrive.

Michèle Rollin

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Les ASSEDIC: le serpent de mer

I LES ACTEURS sont au chômage, il existe des pièces dont la reprise chaque année vers la même époque, rassemble, malgré une publicité confidentielle, ôh combien, un public restreint, mais fidèle. L'étonnant est que l'on trouve toujours bon an mal an, quelques 200 bonnes âmes prêtes à se geler devant le siège du CNPF, ou Matignon, pour revoir les mêmes protagonistes à la tribune. Force de l'habitude, attrait du comique de répétition, ou acharnement du désespoir, il n'est décidément pas facile de démobiliser les gens. L'intrigue est connue : depuis dix ans les intermittents du spectacle luttent pied-à-pied pour préserver leurs droits.

Les dialogues sont rôdés. La CGT juge « inacceptables et inqualifiables » les propositions du CNPF. Le CNPF ne nous déçoit pas, et se surpasse, une fois de plus. Citons, entre autres joyeusetés, le nouveau seuil proposé pour l'accès aux ASSEDIC : 676 heures (au lieu de 507 heures). Les femmes, particulièrement touchées par le chômage, ont droit à un traitement de faveur : les congés de maternité ne compteront plus dans le calcul des droits. Et pour tout le monde, les congés maladies ne seront plus pris en compte. Ces conditions peuvent paraître douces aux allocataires du régime général. Appliquées aux intermittents du spectacle, elles provoqueraient, d'après le rapport de l'UNEDIC, cité par la CGT, l'exclusion de 44,3% de l'ensemble des allocataires (55,8% pour l'annexe 10 du spectacle vivant). La CGT nous l'évidence. Nous n'avons pas à choisir gratifie cette année d'une prestation inédite : un programme de négociations, que le CNPF refuse de chiffrer, et un de ces petits virages à 180 degrés dont elle a le secret. Refonte des annexes 8 (audiovisuel et cinéma), et 10 (spectacle vivant) en une seule annexe. Abandon pour l'annexe 8, de l'indemnisation forfaitaire calculée d'après le salaire de référence conventionnel de la fonction (minimum syndicaux cinéma), adoption de l'indemnisation calculée d'après le salaire réel. Il n'existe pas de convention collective protégeant les intermittents de l'audiovisuel. Les conventions du cinéma s'appliquent par défaut. Paradoxalement, les ASSEDIC constituaient un garant des définitions de fonction pour l'audiovisuel, et des minimum syndicaux des salaires, qui sont, il faut bien le dire, un mythe dans l'audiovisuel le plus souvent, bientôt une espèce en voie de disparition dans le cinéma.

Malgré les précautions prises par la CGT, (plancher journalier au 30e du SMIC, soit 196,20 F, plafond à 575 F), les intermittents sous-payés ne risquent-ils pas de se retrouver dans le régime général, de perdre ainsi leur qualification, leurs droits retraites... C'était tout au moins la ligne officielle que l'on nous a serinée pendant dix ans. Ce programme entérine une situation de fait. Doit-on en déduire que les fantaisies salariales sauvages qui régissent actuellement le secteur audiovisuel deviendront une règle reconnue? Enfin, il faut se rendre à

entre le bien et le mal, mais entre le mal et le pire. Si l'adoption de l'indemnisation au taux de 31,3% du salaire réel journalier de référence, est voulue aussi bien par la CGT que par le CNPF, les modalités de calcul du salaire journalier proposées par la CGT sont quand même plus favorables aux salariés, que les desiderata du CNPF, ce qui n'est pas difficile. La CGT demande, en outre, le maintien des 507 heures comme seuil d'accès, le maintien des congés maladie et des congés de maternité dans le calcul des droits, au taux de 5,6 heures par jour d'affiliation, l'étude d'une « bouée de sauvetage » pour les intermittents n'ayant pas éussi à faire leur nombre d'he Les modalités n'en sont toutefois pas précisées dans leur projet. Par contre, elle ne revendique pas la prise en compte de l'ancienneté dans le calcul des droits, abandonnée l'année dernière. Elle propose un ingénieux système de « régulation des revenus » : en cas de reprise partielle du travail, les allocations versées ne pourront excéder, ajoutées au salaire perçu, la valeur du salaire mensuel de référence. Si votre salaire de référence est de 6 000 F, et que vous avez trouvé une manne : trois jours payés à 2 000 F, vous ne toucherez rien ce mois-là. Cela est bien joli, mais si vous n'arrivez pas à faire votre nombre d'heures, pour accéder aux ASSEDIC l'année suivante, ce système vous prive de la petite avance qui permet de remonter la pente. Et qu'en-est il de FO? La fédération n'aurait pas proposé de projet, mais le Syndicat libre national des artistes (SLNA) persiste et signe : maintien de l'allocation indexée sur le salaire conventionnel pour l'annexe 8, retour à l'ancien système de prise en compte de l'ancienneté pour le calcul des droits, refus de la « régulation des revenus ». S'il n'en reste qu'un, il sera celui-là.

Après une occupation éclair de l'Opéra comique par la CGT, la négociation prévue pour le 25 novembre n'a pas eu lieu. A la demande conjointe des ministères du Travail et de la Culture, les annexes seraient prorogées en l'état jusqu'au 1er février. Un médiateur a été au plus tard le 1er février. Victoire d'étape, clame-t-on. Ne ressentiriezvous pas une petite impression de

Il y a deux ans à Noël, suite à une occupation éclair de Matignon, le ministre de la culture de l'époque, porte-parole du gouvernement promettait officiellement par écrit la prorogation des annexes. Victoire d'étape, clamait-on. Grâce aux délais de bouclage du Monde libertaire, les lecteurs ont eu pour le jour de l'an la primeur de l'information exacte : défaite et trahison. Il en résulta la lutte de l'Odéon, les gens refusant de lever l'occupation avant d'avoir obtenu satisfaction, ce qui ne servit d'ailleurs rigoureusement à rien, si ce n'est à l'émergence d'un mouvement d'aspiration unitaire et liberCIVIL OU MILITAIRE...

Sortir du nucléaire

Un débat

sur l'énergie?

A FRANCE est le pays le plus les journalistes ne font-ils pas leur nucléarisé par tête de pipe, le seul pays à poursuivre, tête baissée, dans la voie de l'électricité nucléaire, hurlant contre tous ceux qui doutent, contre toute question. contre toute critique dès qu'on touche à ce qui est clairement une religion : le nucléaire.

Récemment, après le long métrage documentaire du cinéaste Michel Daéron, diffusé par ARTE, Moruroa, le grand secret, sur les essais français, les militaires ont exigé un débat, différé, et Léotard a été scandalisé par le fait qu'on puisse parler des essais « de cette manière », c'est-à-dire en se demandant si, réellement, c'est aussi inoffensif qu'on le dit.

Dans les autres pays, le nucléaire est un sujet comme les autres, mais en France, après de longues années d'abstinence, si les médias abordent le nucléaire sous sa forme délétère ce n'est que pour mieux stigmatiser la qualité médiocre des centrales de l'Est et pleurer sur les « enfants de Tchernobyl ». Les enfants de làbas, s'entend ; car les enfants mal formés, les leucémiques et les cancéreux français que les pluies radioactives ont inévitablement engendrés sont d'autant plus facilement oubliés que la loi des statistiques aide à les dissimuler au milieu d'autres malformations, d'autres leucémies et cancers dus à d'autres raisons.

Les médias parlent du nucléaire comme si rien de négatif ne concernait le nucléaire français. Pourquoi boulot ? Ils ne diffusent que les communiqués officiels du CEA et d'EDF; ils ne se demandent jamais « et chez nous ? » ; ils ne font pas intervenir d'opinions différentes ? Ce serait le minimum. L'une des raisons, pas la seule mais pudiquement éludée, c'est que les médias vivent de publicité. Non seulement celle d'EDF et de la COGEMA mais des publicités institutionnelles (provenant du gouvernement), et

c'est donc au plus haut niveau, celui du gouvernement, que se fait la censure. Qui n'a pas ce nom et qu'évidemment

personne ne reconnaîtra comme

Le gouvernement a promis, pour 1994, un débat sur l'énergie nucléaire. Quel débat ? Sous quelle forme? Qui aura le droit de parler? Donnera-t-on l'équivalent en temps et en espace, par rapport aux millions dépensés en publicités vantant les mines d'uranium et la perceuse nucléaire, à ceux qui ne vivent pas du nucléaire? Qu'est-ce qui est exactement en question? Comment décidera-t-on, en fin de compte, de ce qu'il faut faire ? Fera-t-on un référendum? Quelles seront les tournures des questions?

Evidemment, les dés sont pipés. Après Tchernobyl, on a parlé du « silence des écolos, ce qui prouvait qu'ils étaient vendus à l'Est ». Il fallait voir comment les élites

dits écolos quand ils ont fait parvenir leurs informations et leurs réflexions (de bon sens) sur l'impossibilité pour le nuage radioactif de s'être arrêté à la frontière. Les médias ont parfaitement reproduit les données comme les leur donnaient à gober le CEA, EDF et le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), dont le directeur est le professeur Pellerin. Certes, ils ont

> coulpe quelques jours plus tard en annonçant que le nuage était bien passé sur la France. Mais ils n'ont

jamais annoncé que les écolos les avai-ent informés, mais que les ayant considérés comme des paranos, ils les avaient dévalorisés aux yeux du public...

Parce qu'on nous cache que la pollution en fonctionnement normal des centrales nucléaires tue discrètement et à petit feu, parce qu'on nous cache que l'accident nucléaire est catastrophique, parce que le prix annoncé de l'électricité nucléaire est biaisé, parce que la sécurité indispensable à l'industrie nucléaire avant et après l'accident est fondamentalement « adémocratique », il faut

Ce fameux débat, le premier petit pas depuis le début de l'électronucléarisation massive, il y a vingt ans, est l'occasion de questionner

journalistiques ont reçu des sus- les conseillers régionaux, les députés, les maires et autres représentants. Non seulement les obliger à parler et éviter à tout prix qu'ils se défilent, mais montrer qu'il existe des questions sans réponse, qu'il existe d'autres opinions. Ils sont pour ? Qu'ils le disent clairement et à haute voix. Après avoir été informés de la véritable situation (voir nota bene). Chacun peut, à son niveau, interpeller et faire savoir, par les associations ou les journaux locaux qu'il y a des points d'interrogation et que le nucléaire n'est pas une fatalité, ni l'expression de la modernité. Il est important d'organiser des minis débats informatifs, en puisant ses renseignements auprès des rares journaux et associations qui en diffusent.

A ceux qui nous parlent de gros sous, de rayonnement national, et nous donnent à choisir entre le nucléaire et la bougie, parlons-leur des ravonnements dus à l'accident majeur et demandons-leur : « Le jeu n'en vaut-il pas la chandelle? »

N.B.: à lire absolument : Une urgence : sortir du nucléaire, de Bella et Roger Belbéoch (supplément à la Lettre d'information n° 59 du comité Stop-Nogent [Nature et Progrès, 14, rue des Goncourt, 75011 Paris].

C'est un résumé de la situation historique, politique, économique et de danger. Tous les points de vue y sont abordés, et ces huit pages d'argumentaire sont parfaites comme base de travail personnel et pour diffusion. Prix :

Superphénix: appel à la raison

Il faut savoir terminer une expérience coûteuse, dangereuse et inutile.

Le gouvernement français s'est engagé dans une procédure de redémarrage de la centrale nucléaire à neutrons rapides Superphénix, le surgénérateur de Creys-Malville, en Isère. Cette installation nucléaire, unique de ce type et de cette puissance au monde, a été programmée à partir de 1975 et mise en exploitation en 1986, sans débat, pas même au Parlement. Elle est maintenue à l'arrêt depuis 1990 pour des raisons de sécurité.

- 1) L'expérience montre que les raisons avancées pour construire Superphénix et les prévisions de ses promoteurs étaient, et sont encore, erronées.
- 2) Le bilan de Superphénix est aujourd'hui globalement négatif aux plans économique, écologique et de
- 3) Le redémarrage de Superphénix constituerait une nouvelle fuite en avant... dans l'expérimentation, avec une installation qui n'est pas adaptée
- 4) Le redémarrage de Superphénix comporterait de nombreuses incertitudes de sûreté.
- 5) La France doit arrêter l'extraction du plutonium dans son usine de retraitement de La Hague, dont la destination était l'alimentation du surgénérateur Superphénix, qui contribue à l'accroissement du surplus de plutonium.
- 6) Le redémarrage de Superphénix constituerait une nouvelle mise en cause de la démocratie par un pouvoir politique qui accepte que le lobby nucléaire fasse passer ses intérêts avant ceux du pays et avant la sécurité des populations.

Pour ces raisons, nous demandons l'arrêt de l'expérience Superphénix, la reconversion de l'installation et du personnel.

Nous demandons un investissement scientifique, technologique et industriel sérieux dans une politique d'économies d'énergie et de diversification des productions énergétiques.

Nous demandons publiquement au gouvernement français de s'engager dans ces choix d'avenir garants de la sûreté, de la non-prolifération et du désarmement, et de la sécurité des populations.

Parmi les premiers signataires : Maryse Arditi (docteur en physique nucléaire), Bella Belbéoch (physicienne), Roger Belbéoch (physicien), Lucien Borel (professeur à l'Ecole polytechnique de Lausanne Suisse), Claude Bourdet (ingénieur, journaliste), Jean Dejax (maître de conférences), François De Ravignan (ingénieur agronome), René Dumont (ingénieur agronome), Jacques Ellul (Collège de France), Domenico Gaudioso (chercheur ENEA - Italie), John W. Gofman (ex-directeur du Lawrence Livermore Atomic Institute -États-Unis), Albert Jacquard (généticien), M. Kobayashi (assistant au centre d'expérimentation des réacteurs de l'Unio de Kyoto -Japon), Alain Lipietz (directeur de recherche -CNRS), Théodore Monod (membre de l'Institut), Hubert Reeves (astrophysicien), Jacques Testart (directeur de recherche l'INSERM), Alain Touraine (professeur de sociologie - CNRS) Jean Ziegler (professeur à l'université de Genève - Suisse)...

N.B.: un mémorandum accompagnant l'appel est disponible sur simple demande auprès des Européens contre Superphénix, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.

Cadarache: Phébus au cœur de la Provence

EUDI 2 DÉCEMBRE 1993, expérimentation au Centre d'études nucléaires (CEN) de Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône.

Rien de moins que l'expérimentation en réduction du type de catastrophes Three Miles Island (Etats-Unis, 1979) et Tchernobyl (Ukraine), c'est-à-dire la fusion du cœur d'un réacteur par suite d'une rupture du circuit d'eau de refroidissement, avec une poussée de température jusqu'à 2 500°C -3 000°C, qui fera tout fondre en un magma rejetant un moulon de gaz radioactif.

Des militants de Greenpeace sont entrés sur le site (on admirera la sécurité), et ont déployé une banderole sur le bâtiment du réacteur : « Atomic Park, ne joue pas avec ma vie ». Avec manifestation de Greenpeace et des Verts aux grilles du CEN.

Avec le réacteur expérimental Phébus, 5 000 fois plus petit qu'un vrai. les chercheurs d'EDF souhaitent effectuer des mesures concernant les gaz radioactifs relâchés dans une enceinte close. On nous assure, bien entendu, qu'il n'y a aucun risque pour l'environnement extérieur.

que le vendredi 1er octobre 1993, s'est produit un « incident d'exploitation » dans ce même CEN, classé au niveau 1 de l'échelle de gravité.

Petite dépêche discrète et rassurante, signalée en dernière page du journal Libération, en date du mardi 5 octobre. On n'allait tout de même pas vous faire la « une » des journaux pour un petit incident, alors que dans le même temps les Chinois faisaient péter une bombinette de 80 kilotonnes, rompant le moratoire international sur les essais nucléaires, et qu'en Russie, ça pétaradait ferme entre archéo-nationaux bolcheviques et néo-capitalo-

Le communiqué précisait que « cet incident s'est produit dans la partie supérieure du cœur du réacteur expérimental Phébus. » Tiens, tiens, Phébus, comme c'est curieux ?

La défaillance s'est produite au niveau du dispositif de mesure de température. « Aucune conséquence pour le personnel et l'environnement ». Nous étions rassurés, n'est-ce pas !

Mais boudiou, dans l'expérience du jeudi 2 décembre, il s'agit bien de faire

Alors pourquoi s'inquiéter? C'est grimper la température jusqu'à 2 500°C, et si des fois on n'arrivait plus à contrôler la température... De quoi se faire du mouron!

> Hélas, ce n'est pas tout ! Durant cet été, au même endroit, un autre « incident » s'est produit, entraînant une pollution radioactive de la Durance. Un peu plus sérieux, puisqu'on a parlé de niveau 3 sur l'échelle de gravité. On en a peu parlé dans la presse locale et nationale ; il ne fallait quand même pas trop effrayer le peuple, et puis ça la foutait mal quand EDF faisait tout un tas de publicité sur la sécurité et la propreté du nucléaire.

> Comme je l'ai dit plus haut, le CEN de Cadarache est implanté dans les Bouches-du-Rhône... mais à la limite du Var, du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence et sur les bords de la Durance, un important affluent du Rhône. Autour de chaque centrale ou CEN nucléaire, existe un plan ORSEC-RAD. Ayant eu l'occasion d'en prendre connaissance du temps où j'étais rédacteur du journal occitan la Bugada (La Lessive), en voici grosso modo le contenu, en cas de fuite radioactive :

- par temps de mistral, il est quasiment impossible d'évacuer les populations concernées. Tout le département du Var serait atteint ;

- par vent de sud/sud-est, que l'on connaît en Provence par temps de pluie, ce serait les habitants du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence qui en prendraient plein la gueule, de façon plus accentuée puisque la pluie amenerait directement tous les machins radioactifs.

Ceux qui croient que les nuages radioactifs ne passent pas les frontières ont tout faux.

Ceux qui demeurent dans les Bouches-du-Rhône pourraient se croire à l'abri, c'est oublier qu'il y a aussi des petits froids, notamment la bise et la cisampe, qui arrivent directement des Alpes, et diffuseraient les bidules radioactifs dans ce département.

En plus, en cas de fuite liquide, un peu plus importante que celle de cet été, ce serait les vallées de la Durance et du Rhône qui seraient polluées.

Ce n'est pas que je veuille verser dans le catastrophisme, mais il me semble sain de rappeler, de temps en temps, que le nucléaire est encore, hélas, bien dangereux.

Méfi! Cadar'h

Jean-Claude Babois (liaison FA Païs dei Maures -Pignans/Carnoules)

ÎLE D'OLÉRON

Bonaventure trois mois déjà!

ROIS MOIS! Trois mois déjà que Bonaventure a ouvert ses portes. Que Simon, Maïlis, Bénédicte, Louis, Bertille, Rouma, Antoine (les enfants), Thyde (l'institutrice), Françoise (l'animatrice), Alain (l'animateur), Jean-Pascal, Nathalie, Philippe, Mireille, Jean-Marc (les parents), un petit réseau local de sympathies et d'entraide, 250 adhérents de l'association « Bout d'ficelle »... se sont lancés dans l'aventure d'un centre éducatif libertaire ayant pour objectif de mettre ses membres en situations d'apprentissages de la citoyenneté, de l'autogestion, de la liberté, de l'égalité et de l'entraide. Et que les problèmes en tout genre n'ont cessé de succéder aux problèmes en tout genre!

Trois mois, en effet, que l'urgence d'un quotidien toujours à inventer parce que jamais pré-visionné nous met constamment sur le fil du rasoir de la survie, et nous oblige à déplacer des montagnes!

Trois mois lourds de fatigues, de tensions, d'angoisse... donc !

Trois mois qui n'ont cependant jamais été entachés du moindre doute ou du moindre regret. Et pourtant...!

L'autogestion, c'est pas d'la tarte!

Ecole libertaire, centre éducatif libertaire, république éducative... Bon-aventure a mis au cœur de son projet et de sa cohérence l'exercice et l'apprentissage de la citoyenneté, de l'autogestion, de la liberté, de l'égalité et de l'entraide. Le raisonnement est simple. Il consiste à poser comme postulat que l'éducation (comme processus de formation de la personnalité) et l'instruction (comme processus d'acquisitions de savoirs et de méthodologies) n'ont de sens (libertaires) que dans une pratique pleine et entière de la citoyenneté, de l'autogestion, de la liberté, de l'égalité et de l'entraide.

Pas question, donc, à Bonaventure de limiter l'espace de l'autogestion (par exemple à la classe) ou de placer la citoyenneté sous le joug de l'apartheid. A Bonaventure, il ne peut c'est peu dire que le cas par cas pas plus y avoir de citoyens de première et de deuxième classes que des domaines réservés ou interdits aux un(e)s ou aux autres.

Est-il besoin de le préciser, un tel programme, quasiment surréaliste pour des adultes (fussent-ils libertaires), est difficile à mettre en œuvre avec des enfants de trois, quatre, cinq, six et dix ans. Et disons-le tout net, à l'issue de ces trois mois, nous n'avons fait que couler quelques fondations de cette cathédrale du

Dans un premier temps, en effet, il a fallu que le groupe d'enfants se constitue en tant que tel et en tant que sujet de l'édifice institutionnel. Et c'est peu dire qu'il a fallu quelque temps pour que le conseil d'enfants hebdo-

madaire s'installe et décolle du champ de l'anecdotique.

De même, parce qu'il n'est pas simple de fonctionner à l'urgence sur le mode du collectif, il a fallu quelque temps aux adultes pour se roder à l'autogestion. Mais ça commence à venir. Et même si la distance qui nous sépare de l'exercice plein et entier d'une citoyenneté de type autogestionnaire demeure importante, nous avons cependant déjà largement avancé dans cette direction.

Mais c'est vrai que c'est long ! Que c'est dur ! Et que c'est loin d'être simple. Etonnant, non!

Danse avec la pédagogie

S'il n'est pas simple d'instituer et de mettre en œuvre l'autogestion, il est tout aussi compliqué de mettre en place une scolarité ou même une méthodologie d'apprentissage de type libertaire.

A Bonaventure, il y a sept enfants dont l'âge s'échelonne de trois à dix ans. C'est ce qu'on appelle une classe

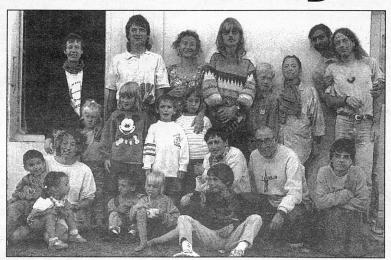
En soi (si on met de côté la plus grande charge de travail que représente pour l'instit une classe unique par rapport à une classe de niveau, ce qui explique que les instits ne courent pas après), la classe unique (parce que le mélange des niveaux favorise la coopération) constitue un espace d'apprentissage étonnant. Et c'est bien pourquoi Bonaventure, dans sa dimension école libertaire, a opté pour ce choix. Mais c'est sûr que dès lors que l'on cherche à apprendre à apprendre, plutôt que d'apprendre, cela amplifie singulièrement le problème. Et cela d'autant plus qu'à ce « niveau » tout ou presque reste à

Pour ce qui est d'apprendre à apprendre, en effet, macache manuel, macache méthode et macache recette. Certes, ici où là, chez Freinet (Bonaventure en tant que classe est membre du mouvement Freinet) ou ailleurs il y a bien des esquisses d'embryons de marches à suivre, mais autogestionnaire et libertaire relève de l'invention permanente. Et il faut le dire, parce que c'est la réalité, l'institutrice et les animateurs et animatrices de Bonaventure ont accompli, et continuent d'accomplir, un travail véritablement extraordinaire d'inventions et d'énergies à ce niveau.

Nous en reparlerons!

Moi je et moi nous

La révolte contre l'école capitaliste, son inégalité des chances chronique, sa logique institutionnelle bureaucratico-hiérachico-centralisatristo-infantilisatristo-inspecto machin chose, son fonctionnement à l'origine sociale et son rôle de légitimation de la division sociale, son quotidien d'éteignoir-



Le petit monde de Bonaventure.

abrutissoir-abattoir de la vitalité enfantine... le rêve d'une école où l'on apprenne des choses, où tout le monde pourrait apprendre des choses, apprendre à apprendre et apprendre à s'apprendre, où l'on s'éduquerait à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion, à la citoyenneté et à l'entraide, bref, d'une école au service de la vie et des êtres humains... tout cela, et bien d'autres choses encore, aurait pu conduire Bonaventure à n'être qu'une énième école parallèle ou une énième expérience éducative, pédagogique ou scolaire un peu, beaucoup, passionnément, à la folie anti-autoritaire. Un énième machin pédagopataugas replié sur lui-même ou sur un nombrilisme technique ou métho-

Bonaventure, cette espèce d'école libertaire, de centre éducatif libertaire. de république éducative libertaire... avec ses sept mômes, sa demidouzaine de parents, sa moitié d'instit, sa moitié d'animateur(trice) aurait certes pu être ça! Et dans son quotidien (et ce n'est nullement un jugement de valeur), elle n'en est peut-être pas aussi éloignée que ça.

Mais, n'empêche! Malgré son caractère profondément éducatif, pédagogique et scolaire... Bonaventure relève d'une autre logique.

Qu'on ne s'y trompe pas en effet, en choisissant de fonctionner sur le mode de la propriété collective, d'une gestion collective, de l'égalité des salaires, de la gratuité, d'un financement social, de la laïcité et d'un contrôle social... Bonaventure place son aventure pédagogique, éducative et scolaire dans une dimension profondément sociale.

Il faut dire les choses comme elles sont. S'il suffisait de démontrer l'existence d'une excellence scolaire, pédagogique ou éducative pour changer la réalité de l'école, cela se saurait, car cela se serait fait depuis belle lurette.

Summerhill, Freinet et combien d'autres encore ont démontré que la misère scolaire et éducative n'était nullement de l'ordre de l'inéluctable et ça n'a pas changé le problème pour autant. Et c'est bien pourquoi

Bonaventure n'a aucune prétention à ce niveau. L'Amérique éducative et scolaire libertaire a été découverte depuis longtemps. Mais...

Mais la logique totalisante d'un système social, en l'occurrence le système capitaliste, n'a jamais permis à la découverte de ces nouveaux continents éducatifs, pédagogiques ou autres, de s'épanouir dans le champ social. Car dans une société, chaque élément qui la constitue est tout à la fois effet et cause du tout social. Et de ce point de vue, on ne peut véritablement rien changer sans changer tout. Et pour ce faire, c'est ainsi, la rupture révolutionnaire portée par un mouvement social est incontournable.

Mieux vaut allumer une seule et minuscule chandelle que de maudire sans fin l'obscurité

Plus qu'une expérience éducative libertaire (ce qu'elle est cependant et n'entend nullement nier), Bonaventure relève en fait d'une démarche. Celle qui consiste à vouloir d'ores et déjà commencer à changer les choses tout en sachant qu'il est impossible de changer chaque chose séparément, et que si changement il y a un jour, ce ne pourra être que sur la base d'une convergence entre toutes les luttes et les alternatives en actes qui s'essayent, chacune à leur manière, de bouger un aspect donné du tout

En d'autres termes, Bonaventure, dans la logique qui est la sienne, n'est nullement mariée avec l'éducation. Son amour éducatif, et il est réel, n'est en fait qu'une affaire de circonstances.

Là, en tout cas, se situe son sens profond et sa volonté de propriété collective (celle de tous ceux et toutes celles qui adhèrent à sa démarche), de gestion collective (au quotidien avec l'autogestion, mais également au non-quotidien avec l'existence d'un congrès rassemblant les acteurs (trices) direct(e)s et indirect(e)s de l'expérience), d'égalité des salaires, de gratuité, de financement social (Bonaventure est financé pour moitié par des apports d'argent du réseau local qui soutient l'expérience et pour moitié par des apports d'argent en provenance d'un extérieur libertaire ou/et alternatif, qui entend aider une expérience à connotation éducative et sociale — Bonaventure est contrôlée par une commission d'évaluation externe, qui a tout pouvoir et toute latitude pour l'évaluer à quelque niveau que ce soit et rendre publique cette évaluation.

Bref, Bonaventure, ce n'est pas seulement l'aventure de quelques un(e)s, c'est aussi l'aventure de quelques autres. Ce n'est pas seulement une aventure éducative, c'est aussi une aventure sociale.

Est-il besoin de le préciser, tout cela n'est pas aisé et à faire comprendre et à mettre en œuvre. Mais les quelques pas que nous avons faits dans cette direction depuis trois mois, c'est peu dire que nous nous en souviendrons longtemps.

Recevoir des lettres de camarades qui se préoccupent de ce que nous faisons, recevoir des chèques de ces mêmes camarades, les voir venir à l'occasion d'un congrès et manifester leur désir de s'impliquer dans le projet... c'est véritablement extraordinaire. Savoir que l'on n'est pas seul, que l'on peut compter sur l'amitié (même et surtout si elle est critique) de l'autre et des autres... bordel, non seulement ça file la pêche, mais ça donne un sens fantastique à une aventure.

Merci à vous tous et toutes, donc, de tout ce que vous avez fait pour Bonaventure. Pour notre Bonaventure. Pour votre Bonaventure.

Nous, les grands comme les enfants, ne vous en serons jamais assez gré, sauf à mettre en œuvre avec vous d'autres aventures de tout ordre, qui toutes concourront à allumer ici et là de petites chandelles de liberté, d'égalité, d'autogestion, de citoyenneté et d'entraide dans les espaces infinis de l'exploitation et de l'oppression pour essayer d'embraser le vieux monde au feu d'artifice de l'espoir.

Et à ce propos, comme nous vous avons fait confiance, vous pouvez nous faire confiance!

Jean-Marc Raynaud

APPEL A LA SOLIDARITÉ Vous souhaitez aider matériellement ou financièrement l'école Bonaventure... adressez vos dons à « Bout d'ficelle » 35, rue de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron Tél.: (16) 46.76.73.10

CÔTE D'IVOIRE

Le « vieux » est mort

briguera pas un nouveau mandat en 1995 (cela aurait été le huitième !) comme la rumeur le laissait entendre : il s'est éteint à plus de 90 ans dans son palais présidentiel de Yamoussoukro le 7 décembre dernier, jour... de la fête nationale ivoirienne! Avec ce décès, l'Etat français perd son plus fidèle soutien dans cette Afrique occidentale secouée par la crise économique; quant aux Ivoiriens, ils craignent à juste titre les querelles de succession que va entraîner la disparition du « père de la nation ».

Félix le fidèle ami de la France

Entré en politique pendant la Seconde Guerre mondiale par le lancement du premier syndicat agricole africain, Houphouët-Boigny ne tarde pas à se construire une solide réputation, notamment auprès des petits planteurs. En 1946, devenu député, il fait voter une loi portant sur la suppression du travail forcé dans les territoires d'outre-mer. Il prit également une part active à la création du Rassemblement démocratique africain (RDA, dont la branche ivoirienne prend le nom de Parti démocratique de Côte d'Ivoire, PDCI-RDA), fédération d'organisations politiques plutôt modérées favorables à la politique d'assimilation qui se heurtait alors aux Indépendantistes purs et durs (qu'incarnèrent le Guinéen Sékou Touré ou le Ghanéen N'Krumah).

Ministre de la République française de 1946 à 1960, proche de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la résistance) de François Mitterrand mais surtout de de Gaulle, Houphouët-Boigny prend le pouvoir à l'indépendance, le 7

ÉLIX HOUPHOÜET-BOIGNY ne août 1960, pour le plus grand bonheur de l'ex-puissance coloniale qui voit en lui le relais nécessaire au maintien de son hégémonie.

> A la rupture choisie par Sékou Touré, Houphouët-Boigny préfère le maintien des liens très étroits avec l'hexagone. Derrière un unanimisme de façade, le PDCI-RDA, bénéficiant d'une conjoncture économique florissante (ce qu'on appela le « miracle économique ivoirien », avec des taux de croissance annuels de 8 à 13%), Houphouët-Boigny s'est constitué une place de choix au panthéon des autocrates africains : paternaliste en diable, il a coopté sans relâche au sein de l'Etat et du PDCI tous ceux qui étaient en mesure de remettre en cause son hégémonie; ainsi, à l'instar du puissant voisin sénégalais, la Côte d'Ivoire est apparue comme un Etat d'une grande stabilité politique dans lequel les violations des droits de l'homme n'étaient pas le pain quotidien.

> Cette position de force l'a posé comme le pilier du pré carré français. Persuadé que l'Afrique n'avait d'avenir que si elle demeurait liée aux puissances occidentales, Houphouët-Boigny a toujours suivi une politique modérée et conservatrice, en accord avec les grandes orientations de la politique africaine de l'Etat français. C'est ainsi que pour contrer les Etats « progressistes » réunis à Casablanca en 1961 lors de la crise congolaise (assassinat de Lumumba, séparatiste katangais...), il organisa celle des Etats « modérés » à Monrovia ; c'est encore lui qui fut l'architecte d'une reprise de dialogue avec l'Afrique du Sud et ce dès 1969, ou encore le pourfendeur des velléités communistes sur le continent.

> Fin politique, Houphouët-Boigny supplanta même Léopold Sédar Senghor, alors président du

Sénégal, comme tête de pont régionale ; l'influence ivoirienne sur les régimes politiques du Niger, du Bénin ou de Haute-Volta se doublent alors d'une influence importante dans des pays anglophones tels le Libéria et surtout le Ghana.

La France orpheline

Le décès de Houphouët-Boigny arrive mal pour l'Elysée. Un peu dépassé par les événements qui secouent le continent africain depuis quelques années, celui-ci navigue à vue, entre le soutien aux dictateurs (Eyadema, Bongo) et celui aux opposants (Soglo). Or, sa politique repose sur la stabilité politique et économique, qui ont valeur d'exemple, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Mais le Sénégal subit à l'heure actuelle une double crise : économique, avec des plans d'ajustement structurels qui se succèdent et qui ne font que précariser davantage les populations urbaines et rurales ; politique, car les rapports sont de plus en plus conflictuels entre le PS, au pouvoir depuis l'Indépendance, et l'opposition (défaite liée à des trucages lors des élections présidentielles du début 1993). Comme la Côte d'Ivoire ne peut plus se targuer d'une bonne santé économique, conséquence de l'effondrement du prix des matières premières, on mesure à quel point la chaise vide laissée par Houphouët-Boigny suscite les émotions!

A l'instar de Léopold Sédar Senghor installant Dakar Abdou Diouf, Houphouët-Boigny a travaillé depuis plusieurs mois à sa succession, avec en ligne de mire les élections présidentielles de 1995. Pour éviter le déchaînement des luttes factionnelles (qui font des ravages dans nombre de pays

partis politiques, souvent fantômes), il a poussé à la création d'un Conseil constitutionnel et à la modification de certaines dispositions de la Loi fondamentale, faisant de l'actuel président de l'Assemblée nationale (Henri Konan Bédié) le successeur du président de la République. Or, l'actuel Premier ministre, Allassane Ouattara, ennemi juré de Bédié, a une autre lecture de la Constitution, faisant de lui... le suppléant attitré! D'où l'empressement de l'Etat français à reconnaître, dès l'annonce du décès, Bédié comme seul constitutionnellement en mesure d'assurer la transition, marginalisant ainsi Ouattara! Cette bagarre entre Ouattara et Bédié illustre les dissensions existant au sein du PDCI, dont on ne sait s'il survivra à la mort de Houphouët-Boigny. Conséquence de cela, ces deux leaders vont être

africains, avec la multiplication des

de la légitimité constitutionnelle, a succédé à Houphouët-Boigny; Ouattara a choisi de démissionner de son poste de Premier ministre, laissant à son successeur le soin de relancer les discussions entamées avec le FMI et la Banque mondiale sur le refinancement de la dette extérieure (80 milliards de francs !) et les négociations sur les prix du café et du cacao, seules ressources du pays ; quant à l'opposition, elle attend pour se vendre au plus

offrant!

ministériels!

Reste que l'absence du Vieux, ouvrant une sorte de vacance du pouvoir à la tête d'un Etat fondé sur un fort clientélisme, risque fort de manguer quand les luttes sociales (celles des étudiants comme des paysans) reprendront de plus belle.

monnayer... de quelques postes

Pour l'heure, la situation politique

ivoirienne n'a pas dégénéré : Bédié,

fort du soutien de l'Etat français et

Patsy (gr. Milly-Witkop - Nantes)

« Nuit du Nouvel An » à l'initiative du groupe anarchiste Yapadchef 21 h - 8 h 30 Gernika, 65, rue du Midi 1000 Bruxelles

obligés de chercher en dehors du PDCI des soutiens pour les prochaines élections présidentielles de 1995. Dans ce cadre, la personnalité de Laurent Gbagbo, chef du Front populaire ivoirien, prend une autre ampleur : haï et malmené par Houphouët-Boigny, soutenu par de larges pans de la jeunesse ivoirienne précarisée, il incarne le changement social. En froid avec Ouattara, il n'a pas rejeté une alliance avec Bédié, mais entend la

BELGIQUE

Les anarchistes de Gand dans le collimateur de la gendarmerie

Le 27 octobre 1993, la gendarmerie organisait huit perquisitions dans les milieux libertaires de Gand.

Le prétexte : la publication dans A Koepel nieuwsbrief (La lettre du couple anarchiste) de deux revendications d'actions (des tags sur la façade et le blocage de la serrure, avec de la colle forte, du consulat du Danemark à Gand), et celle d'un article relatant le jet de cocktails Molotov, en mai 1993, contre ledit consulat. Ces actions ayant été faites en solidarité avec les manifestants anti-Maastricht, qui à pareille époque, avaient essuyé le tir des policiers de Copenhague au soir du deuxième référendum danois sur le Traité de Maastricht, qui a vu la victoire du « oui » [rappelons que les anars danois s'étaient prononcés pour le « non », NdML].

Ce 27 octobre, quatre perquisitions eurent d'abord lieu, le matin : dans deux cafés vendant le bulletin A Koepel nieuwsbrief, avec saisie de machines à écrire ; une au squatt de la Slinkemolenstraat 40/47, avec, l'occasion faisant le larron, vidage par les fenêtres du squatt (mobilier et autres) et garde à vue de sept personnes ; et une autre à l'ancienne adresse du Centre de documentation libertaire qui venait, par chance, de déménager.

Puis encore quatre autres perquisitions durant l'après-midi : une, toujours à la recherche du centre de documentation (introuvable) et trois aux domiciles de personnes suspectées de « connexions anarchistes ».

En riposte, le 25 novembre, les libertaires organisaient une manifestation pour protester contre la criminalisation des groupes anars et de gauche. Deux cents personnes se sont mobilisées. La police a encore préféré la violence au dialogue, en prenant d'assaut le café anarcho-punk, et en protégeant le café du Viams Block [extrême droite flamande, NdML].

> Info extraite de « Gernikanards », n° 39 - décembre 1993

N.B.: pour soutenir les camarades libertaires de Gand, écrivez à la Boîte postale 244, 9000 Gand.

BRÉSIL

Non à l'extradition de Pasquale Valitutti

Le dramaturge italien Dario Fo s'est rendu célèbre dans le monde entier par sa pièce de théâtre Mort accidentelle d'un anarchiste. Dans cette comédie dramatique, l'auteur aborde la philosophie politique et sociale anarchiste en adaptant à la scène un fait historique véridique survenu à Milan dans l'Italie des années 70.

La pièce a une force dramatique intense et rappelle la tragédie de Sacco et Vanzetti, anarchistes italiens exécutés aux Etats-Unis sous l'unique présomption de leurs convictions politiques, présomption dominant tous les autres faits... notamment leur évidente innocence.

Dans la réalité, Pasquale Valitutti fut un témoin de la tragédie que retrace l'œuvre de Dario Fo : il était interrogé par la police lorsque sous ses veux un autre militant anarchiste, Guiseppe Pinelli, « a été suicidé du quatrième étage de l'hôtel de police de Milan », dans la nuit du 15 décembre

Pasquale Valitutti a témoigné contre les policiers, dénonçant ce « suicide ». Plus jamais il n'a eu la paix. Même pas au Brésil, où il est actuellement. Depuis lors, persécuté idéologiquement politiquement et physiquement, Pasquale Valitutti a été étiquetté comme terroriste, alors qu'en réalité il est un militant qui a consacré toute sa vie à la défense intransigeante des droits politiques, pour la justice sociale et contre les distorsions de la société italienne.

Aussi, c'est pour ce motif que le tribunal de Los Angeles lui a reconnu le statut de « persécuté politique » quand le gouvernement italien a, en 1990, fait une demande pour son extradition des Etats-Unis.

En février 1993, nous avons défendu le militant de Potere Operaio (Pouvoir ouvrier), Achille Lollo contre son extradition et nous avons réussi. Aujourd'hui, nous lançons de nouveau un appel contre l'extradition de Pasquale Valitutti : un militant de 68, un réfugié politique condamné dans un procès clairement politique.

Comité de soutien aux réfugiés politiques italiens au Brésil

N.B.: pétition communiquée au groupe Jules-Vallès (FA - Grenoble) par le CEL de Rio de Janeiro. A renvoyer (avant Noël) au CEL, Caixa Postal 14576, CEP 22412-

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (89.4)

• Jeudi 16 décembre, 8 h 30 - 10 h : « Chroniques d'Illyrie » (la situation en ex-Yougoslavie et dans les Balkans).

10 h - 12 h : « Extrême limite » (l'émission des chômeurs et des précaires)

15 h - 16 h 30 : « Humeurs Noires » (les coups de gueule de Serge Livrozet et des auditeurs). • Vendredi 17 décembre, 21 h -22 h : « Koumbi », l'écho des villages africains en France).

• Samedi 18 décembre, 10 h - 11 h 30 h : « La mémoire sociale ».

11 h 30 - 13 h 30 : « Les Chroniques syndicales » : Les prisons sous Vichy, de Pierre Pédron (éditions de l'Atelier), présenté par Christian Carlier (première heure) et l'actualité syndicale de la semaine (deuxième heure).

16 h 30 - 18 h : « Sans toit ni loi » (l'émission des mal-logés).

20 h 30 - 22 h : « Raconte pas ta vie » : le Brésil d'aujourd'hui à travers le regard d'une femme.

• Dimanche 19 décembre, 8 h 30 - 10 h : « L'imaginaire ».

14 h - 16 h : « 1275 âmes » (jazz et polar).

• Lundi 20 décembre, 8 h 30 - 10 h 30 : « Information et revue de presse ».

18 h - 19 h 30 : « Les Chroniques syndicales du lundi ».

• Mardi 21 décembre, 12 h 30 -14 h 30 : « Wreck this Mess » (cocktail de rock radical des États-Unis).

16 h - 18 h : « Petites annonces d'entraide ».

• Mercredi 22 décembre, 10 h 30 -12 h : « Blues en liberté ».

BLUES

Tom Akis

Le blues à la française existe-t-il ? Je suis porté à croire que non ou alors... La plupart des Hexagonaux cherchent à rentrer dans ce genre musical en copiant ce qu'ils entendaient, alors que les Noirs américains s'en servaient pour sortir d'euxmêmes.

Bref, on comprendra que malgré l'œcuménisme échevelé de « Blues en liberté », on n'entend pas souvent de blues chanté en français. Il y a aura une exception notable : Tom Akis.

Auteur, compositeur, interprête, il sévit souvent autour de la place de la Bastille à Paris. J'ignore si Ballades de nuit sera sa seule expression pour longtemps, mais il a rarement été entendu, dans l'Hexagone, quelque chose d'aussi original, une voix et des textes au service du blues. Tom Akis poursuivra-t-il sur cette voie ou ira-t-il autre part ? L'avenir nous le dira.

Thierry Porré (« Blues en liberté » - RL)

N.B. : Tom Akis, *Ballades de nuit*. CD en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 100 F.

TOULOUSE

Non aux expulsions

Expulsable le 12 décembre, Zacharia a décidé d'entamer une grève de la faim à la faculté du Mirail, sous la protection des étudiants et étudiantes.

A l'heure où nous mettons sous presse, Zacharia est toujours en danger

d'expulsion.

Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste appelle à une forte

mobilisation contre cette expulsion, et toutes les expulsions en général.

Nous vous tiendrons informés de la suite des événements.

 ${\bf Groupe\ Albert\text{-}Camus\ -\ Toulouse}$

Le jour le plus long? — Zakaria, étudiant marocain au Mirail, a satisfait aux exigences de la première année de sociologie, il est inscrit en deuxième année de DEUG, de plus au mois de septembre, il s'est marié avec sa compagne française et ensemble élèvent un enfant de quatre ans.

Depuis des mois, dans son pays d'acceuil (?), il aspire à recouvrer la sérénité. Après de multiples démarches et délais, une réponse officielle lui est communiquée : le refus d'un titre exceptionnel de séjour. A défaut d'une telle régularisation, il est sous le coup d'une « invitation à quitter le territoire », ceci en date du 12 décembre.

Parce que nous pourrions tous et toutes être Zakaria ou sa conjointe ; parce que l'université perdrait son âme en perdant l'un des siens ; parce que la réponse transmise à Zakaria nous concerne tous et toutes... nous disons « non » aux expulsions !

Les étudiants de l'AG du 7 décembre 1993

AFFAIRE DIGNON (SUITE) — La cour d'Appel de Versailles a rendu sa décision. Serge-Philippe Dignon aura le droit de résider en France (cf. *ML* n° 935). En effet, l'interdiction définitive de résidence sur le territoire français est levée. Il reste pour Serge-Philippe à régulariser sa situation en obtenant les titres de séjour nécessaires. C'est une grande victoire pour lui, pour son

avocat et pour son comité de soutien. Dans l'attente des papiers, le comité veille...

Jacques Lesage de la Haye

ELISABETH
GUIMOU DE LA TRONCHE
samedi 18 décembre à 20 h 30
Caveau « La Bohème »
3, rue des Déchargeurs
(M°/RER Châtelet) 75001 Paris.

THÉÂTRE

« El Castillo Maldito » de Federico Urales

UATRE-VINGT-DIX ANS après sa publication dans une revue libertaire, El Castillo Maldito, pièce de théâtre de l'anarchiste espagnol Federico Urales, n'a jamais été représentée. Deux universitaires de Toulouse, Lucienne Domergue et Marie Laffranque, ont pris l'initiative d'étudier le contexte historique et le penchant d'Urales pour le théâtre, et de rééditer l'œuvre en espagnol. Un pari difficile puisque le livre s'adresse à des lecteurs bilingues, à une période où il est convenu de se plaindre qu'on lit de moins en moins.

L'étude de Lucienne Domergue des archives de la police espagnole (en grande partie manquantes) démontre que l'Etat disposait d'un arsenal de lois pour ficher les anarchistes, censurer leur presse, fermer leurs locaux, museler la presse en général sur leurs activités (en cas de tendance à la sympathie), et les expulser du pays. Lorsque la tactique des attentats apparut en France, elle se propagea en Espagne. A l'occasion d'un attentat, en 1896, que les camarades espagnols ont toujours considéré comme une provocation policière, plusieurs centaines d'anarchistes sont arrêtés à Barcelone. Emprisonnés dans la citadelle de Montjuich, il y seront torturés. Cinq sont condamnés à mort et exécutés, 195 sont expulsés d'Espagne, dont Federico Urales.

Cette mesure se révèle stupide pour le gouvernement espagnol. Les bannis informent la presse étrangère des tortures qu'ils ont subies, avec certificats médicaux à l'appui. En Grande-Bretagne, en Belgique, en France, des campagnes de presse ont lieu contre la justice et le gouvernement espagnols. Les journaux espagnols se font l'écho des informations venant de l'étranger. Le gouvernement permet alors aux exilés de revenir. Urales, dès 1897, entreprend une campagne pour obtenir une révision du procès. Si la justice ne revient pas sur son iniquité, cette campagne fut importante pour former l'opinion publique espagnole.

Urales témoin à Montjuich

Federico Urales, d'abord ouvrier tonnelier, puis syndicaliste et autodidacte, et enfin créateur d'une école laïque et publiciste anarchiste, avait un grand penchant pour le théâtre. Malgré de nombreuses tentatives de sa part, aucune troupe officielle n'accepta ses œuvres, à cause de leur engagement politique et du militantisme de leur auteur. Marie Laffranque fait une analyse de la pièce El Castillo Maldito par rapport à l'œuvre d'Urales, en montrant son caractère futuriste pour l'époque.

Pour ma part, la lecture de cette pièce m'a surpris. Je craignais de tomber dans le manichéisme des méchants contre les bons. Urales montre la dureté de la police, une certaine indulgence des militaires, les craintes des emprisonnés et aussi des faiblesses. Au-delà des personnages, il y a la machination de la justice et son cynisme qui cherchent à écraser les victimes

Urales a voulu montrer, dans sa mise en scène, la forteresse, les cachots de Montjuich et les tortures. Il est certain qu'à l'époque, et aujourd'hui, bien des pièces sont difficiles à monter. Par contre, pour une adaptation cinématographique ou télévisée, la pièce offre des avantages en mêlant les plans de foule et les gros plans de torture des fessiers et des organes génitaux.

Ces caractéristiques dépassaient la psychologie théâtrale de l'époque. Ni les hommes de Lettres ni les spécialistes de la littérature espagnole ne semblent avoir retenu cette œuvre. Et cette édition de Lucienne Domergue et Marie Laffranque est d'autant plus méritoire.

Frank Mintz

N.B.: Federico Urales, *El Castillo Maldito*, étude préliminaire de Lucienne Domergue et Marie Laffranque, Presse universitaire du Mirail, 259 pages, Toulouse 1992. Prix: 130 F.

Associations

SEDAN : SOIRÉE D'INFORMATION SUR LA FACE CACHÉE ÉTATS-UNIS

L'association « Échange et solidarité tiers monde » organise une soirée d'information sur la face cachée des États-Unis, le vendredi 17 décembre à 20 h 30 à la MJC Calonne à Sedan (Ardennes).

La soirée débutera par un film vidéo, *L'Esprit de Crazy Horse*, retraçant la lutte des Indiens lakotas, suivi d'un débat animé par le comité de soutien aux prisonniers politiques des États-Unis.

BRUXELLES (BELGIQUE): THÉÂTRE AU GERNIKA Le samedi 18 décembre à 20 h, la troupe du DEM vous invite à assister à une pièce de théâtre, *Le Pays sans* Terrasse. Entrée: 80 FB.

Gernika, 65, rue du Midi, 100 Bruxelles.

LORIENT : POT LIBERTAIRE DE FIN D'ANNÉE

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer appelle tous les sympathisants du mouvement libertaire à venir participer à un pot de fin d'année, le samedi 18 décembre à partir de 15 h, à la cité Allende, salle A 3 à Lorient.

A cette occasion, le groupe sera présenté à ceux qui ne le connaissent pas, ainsi que ses projets pour le début de l'année 1994.

PARIS: « NUIT DE LA VIDÉO SAUVAGE »

Mordicus, Quilombo, le Réseau autonome parisien, la CNT-Formation action universitaire (CNT-FAU) organisent le samedi 18 décembre au 33, rue des Vignoles (M° Avron ou Buzenval), 75020 Paris, une « Nuit de la vidéo sauvage », en soutien au lieu de rencontres et centre de documentation « La Bonne descente » de Clichy.

Au programme: 18 h - 21 h: « Peut-on filmer la subversion? », avec L'Argent fait le bonheur, long métrage d'Alain Guédignan, suivi d'un débat avec le réalisateur; 21 h - minuit: « Provocation et médias »: extraits d'émissions, entartages enregistrés sur le vif de quelques grandes têtes molles de notre époque: Jean-Luc Godard, Jacques Lacan, BHL, Alain Bévérini... Débat avec Noël Godin; minuit: « Vidéos tous azimuts »: projections en vrac de vidéos sauvages. (Vous avez voulu nous rendre cons, c'est raté; We've got the power...); buffet, tartes à la crème, jus de fruits, thé parfumé, sirop de Houblon.

LYON: RENCONTRE-DÉBAT A « LA GRYFFE »

La librairie La Gryffe (5, rue Sébastien-Gryphe [Métro Saxe-Gambetta], 69007 Lyon), vous invite à une conférence-débat avec Alain Brossat, autour de son livre *Les Tondues. Un carnaval moche* [sur les excès phallocratiques de la Libération], le samedi 18 décembre à 15 h.

TOULON: COLLECTIF LIBERTAIRE EN CRÉATION A l'INITIATIVE DE LA FA ET DE LA CNT

Le groupe Nada (FA) et la CNT-Toulon appelent à la création d'un collectif libertaire. Pour en savoir plus, contactez-nous rapidement à : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex. Une réunion aura lieu courant janvier.

TROYES: LETTRE OUVERTE AU GARDE DES SCEAUX

L'Action pour l'abolition des longues peines (APALP) fait circuler une lettre ouverte au Garde des Sceaux à propos de la « perpétuité réelle ». Pour se procurer cette lettre-pétition, écrivez à : APALP, BP 92, 10003 Troyes cedex.

Cultures populaires d'hier à aujourd'hui

MACRAME

La sortie récente du film de Claude Berri, Germinal, et la manifestation culturelle « Germinal, un autre regard », qui s'est faite, en contrepoint, le 11 décembre à Lens, a conduit Eric Dussart à s'interroger sur la culture populaire, le mouvement ouvrier et la littérature prolétarienne. Vastes sujets, dont il est question dans les lignes qui suivent.

EUX CONCEPTIONS très tranchées existent sur le problème culturel. La première de ces conceptions définit la culture comme l'ensemble des œuvres d'art, de pensée et de sciences : la culture est un capital, un héritage national et universel, constitué par la somme des œuvres de valeur produite par différents peuples à différents moments de l'histoire. L'autre conception conçoit la culture comme un mode de vie avec ses us et coutumes, ce qui est une vision pluraliste où existent des cultures différentes selon les groupes différents : culture de classe, culture régionale, culture ethnique...

La première conception est partagée par la bourgeoisie mais aussi par le marxisme. La deuxième conception, longtemps celle presque uniquement des anarchistes et des fédéralistes, est de plus en plus partagée par les ethnologues, anthropologues et sociologues.

De la conception de la culture découle automatiquement l'action culturelle. Ainsi les démocrates conçoivent la création culturelle par une élite aux dons naturels, et lorsqu'ils sont humanistes, proposent la diffusion culturelle dans le cadre des loisirs par des institutions culturelles. Pour les marxistes, la prise du pouvoir d'Etat est indispensable pour que le peuple se réapproprie la culture accaparée par la bourgeoisie. Mais lorsqu'ils sont au pouvoir, la création culturelle est toujours l'œuvre d'une élite dans le cadre étroit cette fois-ci de la propagande d'Etat. La conception anarchiste de l'action culturelle, elle, est fondée sur deux principes essentiels profondément populaires : l'autogestion et le fédéralisme. Selon les libertaires, la culture doit donc se développer d'une façon pluraliste et decentralisee.

Depuis des millénaires, les pouvoirs en place mènent un combat féroce contre les cultures populaires et régionales au profit d'une culture centralisée des élites, culture de masse, culture d'Etat.

C'est ainsi qu'on observe dans la seconde moitié du XVIe siècle une vaste entreprise de déculturation lancée par l'Eglise et l'Etat, pour le plus grand profit des élites. Mais les cultures populaires ne s'éteignent pas entièrement pour autant. Au début du XIXe siècle, les pratiques communautaires s'épanouissent parmi le peuple. Il s'agit surtout d'une sociabilité informelle : rôle de la veillée à la campagne et du cabaret à la ville. Mais les confréries de métiers, les sociétés chantantes et même les clubs de loisirs, imitation rageuse des cercles bourgeois, ne sont pas à négliger et sont les prémisses d'une vie associative, bien avant la loi de

Le combat mené par l'Etat dans la période 1900-1950 porte un coup terrible aux cultures populaires. On assiste en effet... durant cette époque,

« ...un coup terrible porté aux cultures populaires. »

à la destruction des langues régionales par l'école laïque et au développement massif des médias. Ceux-ci envahissent progressivement le paysage culturel, modelant de nouveaux comportements uniformes et imposés. Englués dans cette culture de masse, les cultures populaires agonisent.

Le début des années 70 voit le réveil des cultures populaires. En effet, étroitement lié au concept d'autogestion, l'idéal anti-autoritaire de Mai 68 a fait

- critique de l'Etat et de son rôle, allant d'une contestation radicale à un souci de démocratisation et de partici-

 prise de conscience de la culture comme instrument de pouvoir, mais aussi comme enjeu idéologique ;

 radicalisation de certaines couches sociales dépossédées de la culture, et critique de la culture comme élément central de l'idéologie dominante:

- critique généralisée du système d'enseignement comme lieu de transmission du savoir bourgeois et d'inculcation de son idéologie.

Ce reveil des idees revolutionnaires et libertaires amène une remise en cause de la culture de masse. L'art doit rejoindre la rue, la culture la vie quotidienne. En même temps que se développent la profession d'animateur et l'appareil d'action culturelle, les lieux et institutions socio-culturels sont rejetés par une frange importante de la population. On refuse la division entre une minorité de spécialistes se réservant le monopole de la création artistique et une masse de gens considérés à la fois comme des animés et des consommateurs. Selon l'expression à la mode, il faut aider la créativité à trouver ses moyens d'expression. Dans le même ordre d'idée, la nouvelle sensibilité libertaire qui voit le jour se dresse contre la hiérarchie des rapports sociaux, refuse la division du travail. La politique, elle aussi, est rejetée en tant que secteur autonome. Un ensemble de pratiques culturelles et de phénomènes sociaux se mettent

en place. Ils se situent en marge et se

veulent alternatifs.

Aujourd'hui, l'alternative sur le plan socio-culturel est toujours à l'ordre du jour. Force est de constater en effet que les cultures populaires n'ont pas disparu. Une certaine résistance existe parmi les classes ouvrière et paysanne ainsi que dans des milliers d'associations où les gens refusent d'être assistés, encadrés, dirigés et commercialisés par l'Etat et le système capitaliste. L'auto-organisation se développe partout à des degrés divers. Certes, les difficultés existent, et elles sont nombreuses.

QUEL AVENIR POUR LA CULTURE POPULAIRE ?

« Une certaine résistance existe parmi les classes ouvrière et paysanne... »

Ainsi, comme l'écrit Pierre Gaudibert, « la culture ouvrière aujourd'hui n'est plus la littérature prolétarienne, mais tout un faisceau de relations spécicertaines de ces pratiques ont été récupérées par la société de consommation ou ont donné lieu à des replis sur soi de type individualiste, elles restent néanmoins très intéressantes dans le sens où elles prouvent que la classe ouvrière n'est ni aculturée, ni dominée entièrement par la culture bourgeoise. A nous de s'appuyer sur elles pour aller de l'avant!

Eric Dussart (individuel FA - Lille)



CENSURE

« Germinal, un autre regard » n'a pas eu lieu à la Maison syndicale du Mineur à Lens

Le samedi 11 décembre à Lens, s'est déroulée la journée « Germinal, un autre regard ». Journée constituant la seule réponse pluraliste et radicalement différente dans la région Nord/Pas-de-Calais depuis la sortie du film de Claude Berri.

Cette journée n'a pu se faire à la Maison syndicale du Mineur, comme prévu initialement, ce qui nous a

Est-ce le refus de voir Zola accusé de « racisme anti-ouvrier »? Est-ce la crainte de voir des anarchistes s'exprimer dans le fief de la Fédération CGT du Soussol... même s'il est de bon ton aujourd'hui de se revendiquer publiquement de Benoît Broutchoux? Ou plus simplement, serait-il que quelques individus (prétendant parler au nom de l'ensemble des mineurs) voulaient empêcher de laisser entendre d'autres paroles que la leur (militants cégétistes et communistes non dogmatiques, anciens mineurs d'extrême gauche, cinéastes, historiens et associations diverses soucieuses d'en finir avec la mythologie officielle concernant la mine)? Ces mêmes individus voudraient-ils ainsi protéger le monopole qu'ils exercent depuis des décennies sur la mémoire

donné l'occasion de publier, dans notre précédent numéro, une lettre critique quant à ce refus de dernière minute, émanant de Jacques Coulardeau, membre de la CGT.

Nous revenons sur cette affaire, en vous livrant les appréciations de notre compagnon Eric Dussart à l'endroit de cerbères de la mémoire ouvrière.

> ouvrière et sauvegarder leur pouvoir déclinant à l'intérieur comme à l'extérieur de la CGT?

> Toujours est-il que sur intervention de nostalgiques du stalinisme, la journée « Germinal, un autre regard », prévue initialement à la Maison syndicale du Mineur, a finalement eu lieu dans la salle municipale Bourez, rue Cook, cité du 12 à Lens.

E. D.

Mouvement ouvrier et expression culturelle

Quelles que soient les critiques (positives ou négatives) formulées à l'égard de Germinal, ce genre de film pose incontestablement le problème de la culture ouvrière et de ses modes d'expression (cf. éditorial du Monde libertaire du jeudi 30 septembre 1993).

Culture ouvrière, culture bourgeoise et mouvement syndical — Proudhon disait qu'une classe a conscience d'elle-même lorsqu'elle a l'idée de ce qu'elle veut faire et qu'elle crée les moyens pour y parvenir. Et Pelloutier avait bien retenu les leçons de Proudhon. Il préconisait, en effet, la séparation des classes, et, là où c'était possible, la non-participation des travailleurs aux institutions de la bourgeoisie. Les Bourses du Travail étaient le lieu de construction d'une culture populaire centrée autour du travail. Pelloutier désirait même que les enfants d'ouvriers n'aillent pas à l'école de l'Etat, à l'école unique de la bourgeoisie, mais viennent apprendre dans une école populaire liée aux Bourses du travail.

Or, la conception actuelle des grandes confédérations syndicales sur la culture est tout à fait différente. La CGT, par exemple, conseille à propos des centres de vacances des Comités d'entreprises « d'éviter de tomber dans l'excès consistant à créer de véritables centres éducatifs ». Quant à la définition de la culture donnée en 1976 par le Centre confédéral d'éducation ouvrière (CGT), elle est tout à fait surprenante. La culture n'est plus l'œuvre de tous, telle qu'elle l'aurait été dans la préhistoire (!) et avant la division sociale en classes! Le CCEO va jusqu'à mettre en garde contre ceux « qui tentent d'introduire l'autogestion dans la culture ». « Ce serait nier la notion de savoir, car l'art exige le savoir et la connaissance », ajoute-t-il!

Bref, pour la CGT et de nombreux CE, les cultures régionales, celles des différents groupes sociaux, sont passées sous silence au profit d'un

« La culture, pour la CGT, est un mélange de patrimoine national et de culture de masse. »

concept idéal : la Culture (avec un grand C), qui tend à être l'apanage d'une minorité. Pas un mot de la classe ouvrière, de ses pratiques, de son histoire, de ses représentations culturelles. La culture, pour la CGT, est un mélange de patrimoine national et de culture de masse.

En 1979, le CCEO publie une brochure sur la politique culturelle de la CGT. On observe une certaine évolution par rapport aux positions de 1976 : la culture n'est plus réduite au seul domaine des Beaux-Arts et des Lettres. Mais la CGT reste

hostile à la division entre « culture ouvrière » et « culture bourgeoise ». Selon elle, cette réduction de la notion globale de culture favorise l'infériorisation de la classe ainsi que la coupure entre créateurs et travailleurs. Le pluralisme culturel est donc rejeté fermement.

Culture ouvrière et cinéma -Force est de constater que le monde du travail ne pèse pas de ses choix propres sur la production culturelle et sur la production cinématographique en particulier. La littérature prolétarienne a certes connu ses heures de gloire (cf. article ci-après), mais elle reste aujourd'hui très marginale. Quant au cinéma, mis à part quelques exemples isolés (1), le mouvement ouvrier n'a pas vraiment de tradition audiovisuelle. Les causes de cette désaffection sont diverses : crise du militantisme et du syndicalisme, obstacles financiers, et surtout pratiques culturelles indépendantes de l'idéologie dominante peu développée (du moins de façon consciente). L'absence de liens organiques entre le mouvement ouvrier et diverses formes d'expression telles que le chant, la poésie, la littérature, le théâtre, le cinéma n'est qu'une des facettes de la perte d'identité et du déracinement que connaît actuellement la classe ouvrière. Est-il possible que le mouvement syndical et ouvrier puisse continuer à se désintéresser de cette question et laisser l'outil culturel dans les seules mains de l'Etat et de la bourgeoisie?

Jean-Pierre Thorn proposait, il y a quelques années dans un numéro de



Lucien Bourgeois, ouvrier imprimeur, auteur de L'ascension.

Résister (revue de débat syndical), la création d'un « centre audiovisuel pour la transmission de la mémoire ouvrière ». Il énumérait ainsi les tâches et les devoirs incombant à une telle structure : « promotion et distribution (commerciale et non commerciale) de films ; montages diapos ; vidéos ; duplication et archivage des réalisations de groupes ouvriers ; création d'un lieu largement connu du mouvement syndical pour trouver ces films ; formation de militants ouvriers à l'audiovisuel; mise à disposition d'un atelier de production susceptible d'aider syndicats, CE, groupes ouvriers les plus divers à la réalisation de films ; animation d'une émission régulière de télévision qui servirait de vitrine à tout ce travail ; ouverture à toutes les sensibilités du mouvement ouvrier. »

Construire un mouvement culturel partie intégrante du mouvement ouvrier est possible. A nous de nous en donner les moyens!

Eric Dussart

(1) Quelques exemples de films en location, et les adresses où se les procurer

— L'Affaire Boussac (1 h 30), de J-L. Piel. Distribution: CNAM, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris cedex 03. Tél. : 42.72.24.14, poste 511;

Le dos au mur (1 h 45), de J.-P. Thorn. Distribution: Les Productions de la Lanterne, 25, rue Clisson, 75013 Paris. Tél.: 45.84.21.14;

- Lorraine cœur d'acier (1 h 30), de J. Serres et A. Poitier. Distribution: Forum Distribution, 140, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél.: 42.33.51.91:

- Morts à 100% (1 h 10), de J. Lefaux. Distribution: Les films du village, 5, passage Montgalet, 75012 Paris. Tél. :

La littérature prolétarienne : une forme d'expression culturelle du mouvement ouvrier

En 1932 est créée l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires. Son but : lancer partout « des correspondants d'usine, de village et de régiment qui constituent la réservoir inépuisable devant fournir les cadres sans cesse renouvelés d'écrivains prolétariens ».

Pour ce faire, l''Humanité lance un concours de littérature prolétarienne et reçoit 800 écrits d'ouvriers, dont la plupart sont des témoignages, des récits de vie. Mais bientôt, le PC abandonne cette politique. C'est l'époque du Front populaire. Il s'agit uniquement, désormais, de démocratiser la culture des élites bourgeoises.

Seule L'Ecole prolétarienne, fondée par Henry Poulaille, reste fidèle à cette politique. Elle rassemble des écrivains tenant à se distinquer à la fois des populistes bourgeois et des marxistes orthodoxes. Son manifeste est signé par d'authentiques paysans et ouvriers, mais aussi par d'anciens ouvriers (comme Poulaille) et des journalistes ouvriéristes sans authenticité populaire.

L'Ecole prolétarienne a des accointances marquées pour les trotskystes et les anarchistes. Pour elle, n'est pas écrivain prolétarien celui qui exalte les luttes populaires, que soit son origine sociale, mais le paysan et l'ouvrier authentiques qui écrivent.

Aujourd'hui, les partis politiques de gauche boudent les écrivains ouvriers et paysans, sauf s'ils sont inscrits à l'un de leurs partis, bien évidemment. « En France, comme l'écrit Gilles Martinet dans le Nouvel Observateur, la littérature prolétarienne n'a jamais produit que des écrivains de seconde zone ». Et pourtant, si la littérature prolétarienne était impulsée par le mouvement syndical, ne rencontrerait-elle pas un grand écho, notamment auprès des jeunes ouvriers et paysans?

Trois affiches pour « le Monde libertaire »







Le Monde libertaire édite trois affiches de soutien en deux formats : 30X40 et 60X80, en bleu, saumon et maïs.

Prix (petit format): 2 F l'unité, 50 F les 50 exemplaires, 70 F les 100 et 120 F les 200. Prix (grand format): 3 F l'unité, 60 F les 50, 80 F les 100 et 130 F les 200. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico.

« LA PENSÉE AVEUGLE »

De l'intellectuel critique à l'intellectuel flexible

Questions de Serge Quadruppani à Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, auteurs de La Pensée aveugle. Quand les intellectuels ont des visions, ouvrage publié récemment aux éditions Spingler.

FIGE QUADRUPPANI: Le discrédit des intellectuels me semble tel aujourd'hui qu'il n'y a peutêtre pas de quoi se réjouir de voir la molle et inconséquente approbation que paraît s'attirer votre livre. Ne risquezvous pas, sans le vouloir, de renforcer un climat général de cynisme qui conduit à considérer la politique comme un spectacle sur lequel le pékin n'a aucune prise, et donc à renforcer la passivité? Ce n'est certes pas votre but, mais la lecture superficielle—c'est-à-dire médiatique—de votre travail ne l'expose-t-il pas à ce danger?

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover : L'idée que les intellectuels seraient désormais discrédités repose sur cette vue abstraite : ils disposeraient d'un crédit qui serait écorné par leurs erreurs de jugements et leurs reniements successifs. Mais, bien au contraire, ce qui peut paraître dans certaines circonstances une cause de disqualification peut parfaitement servir. dans d'autres conditions, à augmenter leur crédit. Si, dans un récent numéro du Figaro, Pascal Bruckner se plaît à faire un véritable éloge du reniement à propos de la carrière de Bob Dylan, « ce caméléon idéologique », dit-il, dont la grandeur se mesure au nombre de ses « trahisons », c'est qu'il a parfaitement compris que l'époque de l'intellectuel de conviction était révolue et que cette attitude ne payait plus.

De même que les nouvelles formes d'exploitation réclament un travailleur flexible, de même les nouvelles modalités de la domination demandent un intellectuel flexible, toujours prêt à se plier aux impératifs idéologiques du moment. Que Finkielkraut, Morin, Alain Touraine et quelques autres grandes consciences se pressent à la table de Balladur, après avoir été à la soupe chez Mitterrand ou Rocard, en dit long sur leur appétit de reconnaissance par les élites au pouvoir. Régis Debray, le « Fregoli de la gauche caviar », peut passer pour un bon modèle du genre. Ce qui renforce la passivité et le climat général de cynisme, c'est le spectacle de ces palinodies étalées à longueur de pages et d'écran. De ce point de vue, notre livre a peut-être fait office de sonnette d'alarme : il n'y a pas eu approbation, mais prise de conscience qu'une limite avait été atteinte au-delà de laquelle les idées n'étaient plus valables - car plus avalables par le grand public. Mais la finalité politique de notre critique a été à chaque fois soigneusement séparée des cibles

Serge Quadruppani: Votre livre a le mérite de montrer le rôle d'un certain antitotalitarisme pour liquider l'idée d'une transformation révolutionnaire du monde. Mais les nécessités de la polémique ne vous entraînent-elles pas à traiter sur le même plan des auteurs gadgets définitivement déconsidérés aux yeux des gens sérieux, et des théoriciens comme Castoriadis, qui tout critiquables qu'ils soient, peuvent aider à comprendre le monde et à le critiquer?

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover: Il faudrait être aveugles pour ne pas voir ce qui sépare l'œuvre de Cornélius Castoriadis ou de Claude Lefort du prêt-à-penser d'un BHL ou d'un Glucksmann. Il n'en existe pas moins un rapport entre ces grands anciens et les Nouveaux Philosophes.

Se faire connaître et reconnaître

Ceux-ci n'ont fait que présenter la version vulgaire d'une critique de Marx et, bien au-delà, des grandes utopies révolutionnaires « mortifères » et « meurtrières », critique que les premiers avaient distillée sous forme « savante » après avoir, eux aussi, tourné le dos à leur passé de militants marxistes, voire marxistes-léninistes. En fait, tous ont puisé au même fond d'idées, tous ont vogué à voiles déployées sur la grande vague antitotalitaire des années 80 pour se faire connaître et reconnaître comme penseurs patentés de l'Occident réhabilité. Effet du conformisme ambiant! Quiconque ose manifester quelque perplexité à propos de l'itinéraire de Castoriadis se voit aussi renvoyé à Socialisme ou Barbarie - référence qui devient, au contraire de ce qu'elle fut jadis, un poids mort pour la pensée critique. Sa lucidité passée peut-elle faire oublier les théories bouffonnes du stratège en chambre sur la stratocratie russe? Signe des temps, loin de le déconsidérer aux yeux des gens soidisant sérieux, ce sont elles qui ont assuré la mise sur orbite médiatique de celui que Jacques Julliard, ce boutefeu de l'anticommunisme, appelait « la fusée Castoriadis ».

Certaines idées de ces antistaliniens professionnels peuvent aider à comprendre et à critiquer le monde passé — celui de l'Est spécialement, du moins si on arrête son histoire à Gorbatchev. Mais nous montrons dans notre ouvrage qu'à force de tourner leurs regards vers l'Est, ils n'ont pas vu, ou voulu voir, les régressions en tout genre qui pointaient à l'Ouest, et leur responsabilité dans ce domaine. Cornelius Castoriadis a beau jeu de s'élever contre « l'enfoncement général dans le conformisme, au sens le plus

profond du terme ». Ses vues « subversives » sur l'autonomie et l'écologie ne gênent en rien les théoriciens d'un capitalisme tempéré groupés dans Esprit et dans le syndicat-croupion CFDT. Bien au contraire! Au même titre que l'antimarxisme primaire qu'il a couvert du poids de son autorité ou que la réinvention de la démocratie permanente par Lefort, elles font partie du bagage idéologique minimal des nouveaux gardiens de l'ordre établi.

Serge Quadruppani: A mes yeux, le principal défaut de votre livre, c'est que vous avez l'air de considérer sans cesse comme un acquis ce qui ne l'est plus pour beaucoup de monde. Derrière votre virulence, il y a des convictions qui s'ancrent dans une tradition, marxienne et libertaire, qui est aujourd'hui largement méconnue et incomprise. N'auraitil pas fallu prendre les choses en amont, et expliquer les raisons de vos indignations (je pense, par exemple, à l'apologie de l'Etat de droit par B. Barret-Kriegel, qui est aujourd'hui une banalité de base, pour tout lecteur de Libération)?

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover: Que cette tradition soit aujourd'hui largement occultée, voire refoulée, n'implique pas que la révolte qui la portait soit pour autant éradiquée. Ni qu'elle ait cessé d'inquiéter les élites dominantes confrontées à des formes inédites de révolte et à une critique sociale sans précédent. L'existence d'une multitude de théoriciens aux ordres ou à l'écoute du pouvoir, le martèlement auquel ils soumettent lecteurs et téléspectateurs sont la preuve a contrario qu'en dehors des inconditionnels de la mystification, cette « banalité de base » qu'est l'oppression ne suscite pas une adhésion sans réserve - ce qui est une litote. Les intellectuels ont plus que jamais pour fonction de détourner une insatisfaction palpable vers des ersatz de critique destinés à faire oublier aux exploités le lien de causalité direct entre la dégradation de leurs conditions de vie et le système de production capitaliste qu'il n'est plus même question d'appeler par son nom!

Jamais la césure n'a été aussi grande entre le discours de légitimation de l'ordre établi et le désordre visible. C'est particulièrement le cas à propos de l'Etat de droit, resucée tirée de la cuisine juridique la plus avariée et mise au goût du jour par Blandine Barret-Kriegel qui a délaissé Mao pour se vouer à « la popularisation [sic] du concept d'Etat de droit » auprès de ses pairs. Elle offrait une cible de choix, car le concept est si peu conforme à la réalité qu'il faut à notre ex-althussérienne tous les trésors de la casuistique

pour masquer l'abîme entre l'action de l'Etat et le droit qu'il proclame. Devant ces flots d'insanités, et pour résister à l'asphyxie, nous avons choisi le genre polémique, sans pour autant négliger l'aspect analytique. La pauvreté des idées qui refont surface aujourd'hui souffre-t-elle qu'on en parle sur un autre ton ? Le comique n'est-il pas qu'on puisse prendre la rhétorique d'un Edgar Morin au sérieux ? Ni rire ni pleurer, mais comprendre, disait en substance Spinoza. Il faut aujourd'hui réapprendre à rire pour comprendre et éviter de pleurer.

Serge Quadruppani : Autrefois, il existait une tradition d'intellectuel critique, de Vallès à Sartre (quoi qu'on pense de l'un et surtout de l'autre), qui prenait le parti du pauvre contre le riche, de l'ouvrier contre la patron... Aujourd'hui, il n'y a plus que l'abbé Pierre et Renaud pour parler du prolétariat. La déperdition de pensée n'échappe évidemment à personne. Mais ne pensez-vous pas qu'il y a. derrière la disparition de l'intellectuel critique, un mouvement de fond de la société (l'économie capitaliste comme seconde nature, par exemple) qu'il conviendrait d'analyser?

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover: Sans que cela constitue le cœur de notre ouvrage, nous avons tout de même replacé l'irrésistible ascension des intellectuels au rang de penseurs d'Etat dans le contexte socio-historique de la mise en place, tout au long des années 70, d'une nouvelle alliance de classe entre bourgeois et néo-petits-bourgeois dont les intellectuels sont les représentants les plus visibles et les plus bruyants. La disparition de l'intellectuel critique se rapporte effectivement à ce mouvement de fond, à

Le rang de penseurs d'Etat

commencer par l'effacement du mouvement ouvrier. Son declin comme force sociale porteuse d'un projet de transformation révolutionnaire explique en partie que les intellectuels, laissés à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur tropisme petit-bourgeois, aient fini par regagner le giron de la classe auprès de laquelle ils ont leur fonction normale de jouer les seconds violons : la bourgeoisie. Ainsi que nous l'avons déjà amplement souligné en 1986 dans La Deuxième droite, la bourgeoisie a su tirer les leçons des années de « contestation » en associant les trublions d'hier au rétablissement de l'ordre dans le milieu de la culture puis, d'une manière plus générale, dans l'ensemble de la société. Ce n'est pas Cohn-Bendit qui nous démentira. Ni Alexandre Adler, Blandine Barret-Kriegel et Henri Weber, exmarxistes et « anciens chouchous de l'ex-pouvoir rose », qui selon le Canard enchaîné, en sont déjà à plancher sur un projet de revue pour le compte... d'Alain Carignon. Voilà qui s'appelle coller au char de l'Etat - de droit ou de droite, peu importe. Quant à la naturalisation et à l'éternalisation du système capitaliste, le fameux « horizon indépassable » de cette fin de siècle, elles ne font qu'exprimer, sur le plan idéologique, l'impossibilité pour la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle d'aller au-delà, par la pensée, des limites qui lui sont imparties dans la pratique, dès lors qu'elle a dissocié son sort de celui des dominés. D'où son incapacité à envisager le futur autrement que sous la forme d'un présent perpétuel à peine amélioré par le recours dérisoire à l'éthique, au juridique, à l'écologique.

Il est vrai qu'après l'avoir rejetée comme responsable de lendemains qui déchantent, certains des porte-parole de l'intelligentsia ont jugé bon de se faire de nouveau les chantres de l'utopie. Tel l'ex-mao Roland Castro qui, naguère architecte-conseiller très écouté de Michel D'Ornano, sous Giscard, puis de Mitterrand, sous Mitterrand, souffle maintenant à l'oreille de Charles Pasqua que le temps est revenu de vanter le charme discret de l'utopie. Selon le ministre de l'Intérieur, celle-ci « fait progresser le monde », puisqu'elle est « la vérité de demain ». Ce qui laisserait entendre que le mensonge se porte bien dans le monde d'aujourd'hui. Au fait, on attend encore la mobilisation massive des vigies médiatiques, les intellectuels « progressistes », contre le révisionnisme tous azimuts de l'ex-chef du Service d'action civique concernant les droits des étrangers qui n'ont pas le bon profil : mise au ban des réfugiés, intensification de la chasse au faciès, réajustement du code de la nationalité. Car les mêmes qui lancent à grands sons de trompe un Appel à une Europe de la vigilance contre l'extrême droite se montrent sinaulièrement silencieux dès lors que certaines de ses thèses sont mises en pratique par la droite, fût-elle « républicaine ». Nos vigiles de la démocratie teraient mieux de regarder comment se comporte dans la rue la police de l'Etat de droit au lieu de scruter les colonnes des revues pour instituer une police des concepts.

Octobre 1993

(1) La Pensée aveugle. Quand les intellectuels ont des visions, Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, éditions Spengler, 1993, 264 pages. Prix: 120 F.

N. B.: J.-P. Garnier est également l'auteur d'une critique des nouvelles technologies de l'aliénation, *Le Capitalisme High tech* (Paris, 1988. Prix: 58 F) et L. Janover des *Dissident du monde occidental. Critique de l'idéologie antitotalitaire* (Paris, 1991. Prix: 90 F). Tous deux ont publié chez Laffont une critique de la gauche des années 80, *La Deuxième droite* (Paris, 1986. Prix: 40 F).

Tous les ouvrages cités sont en vente à la librairie du Monde Libertaire. Pensez à ajouter 10% du prix de chaque ouvrage pour les frais de port.

Vous désirez nous contacter pour échanger des idées ou participer à nos actions... voici la liste des groupes et liaisons que vous pouvez joindre à proximité de chez vous (à défaut, par le canal des Relations intérieures de la FA, librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris).

Liaison d'Ambérieu-en-Bugey c/o Michel Bellaton, HLM 1, Les Violettes, 01640 Jujurieux.

Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux. Tél. : 23.80.17.09.

Permanences : deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.

ALPES-MARITIMES (06)

Groupe de Nice c/o ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

Permanences: mercredi et samedi de 15 h à 18 h, 8, rue Docteur Pierre-Richelmi (près de la gare de Riquier), local sur la cour (table de presse, bibliothèque...).

ARDÈCHE (07)

Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuvede-Berg.

ARDENNES (08)

Liaison FA des Ardennes c/o La Question Sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

ARIÈGE (09)

Liaison FA c/o Alain Feliu, Centre « Les Marmottes », 09460 Artigues ou liaison FA, 2, rue Georges-Bordas, 09000 Foix.

AUDE (11)

Liaison du Razès c/o Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès. Tél. : 68.69.09.61.

AVEYRON (12)

Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

BOUCHES-DU-RHÔNE (13) Groupe La Vache Folle - antenne sud : DCC, 3, place de l'Ancien-Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire. (Activités : cf. groupe La Vache

Folle - antenne nord de Paris.) CALVADOS (14) Liaisons de Vire et de Caen c/o

librairie du Monde Libertaire.

CHARENTE (16)

Liaison d'Angoulême c/o Chantal Lavie, 16, rue Cité-Poudrière, 16000 Angoulême.

CHARENTE-MARITIME (17)

Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél. : 46.76.73.10.

CÔTE-D'OR (21)

Groupe de Dijon c/o GREL/La Mistoufle, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

Permanences : mardi et vendredi à partir de 21 h ; samedi de 15 h à 18 h (bibliothèque, table de presse. discussion, réunions à thème).

CREUSE (23)

FA Creuse c/o Alain Dropsy, Le Bourg, 23150 Saint-Yrieix-les-Bois.

DOUBS (25)

Groupe Pierre-Joseph Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon

EURE-ET-LOIR (28)

Groupe Georges-Cochon Permanence : deuxième mercredi du mois de 20 h 30 à 22 h à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy à Chartres.

FINISTÈRE (29)

Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL. BP 728. Brest-Pilier-Rouge. 29277 Brest cedex.

Liaison de Nîmes c/o AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

HAUTE-GARONNE (31) Groupe Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

Permanences: jeudi de 18 h à 20 h et samedi de 14 h à 18 h.

GIRONDE (33)

Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. Tél. : 56.81.01.91. Permanences: mercredi et samedi, de 15 h à 17 h à l'Athénée libertaire (avec vente du ML).

Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HÉRAULT (34)

Groupe de Montpellier c/o Emission « Pourquoi tant de haine ? », Radio L'Eko, BP 5555, 34070 Montpellier cedex 3.

Liaison de Béziers c/o Yves Joubert, 21, rue des Tamaris, lotissement Port-Soleil, 34420 Cers. Tél. : 67.39.34.93.

ILLE-ET-VILAINE (35)

Groupe FA de Rennes c/o MJC « La Paillette », 9, rue La Paillette, 35000 Rennes. Tél.: 99.59.34.07. Permanence : mardi à partir de

20 h 30. Vente du ML : samedi matin sur le marché des Lices.

INDRE-ET-LOIRE (37)

Groupe Maurice-Fayolle c/o FA. BP 2114, 37021 Tours cedex. Permanence : jeudi de 16 h à 21 h au 3, rue Jules-Charpentier à Tours. Vente du ML : un mercredi sur deux à la faculté des Lettres.

ISÈRE (38)

Groupe de Bourgoin-Jallieu c/o « Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Permanence : samedi de 14 h 30 à 18 h, au 20, rue Joseph-Seigner à Bourgoin-Jallieu.

Publie Contre Vents et Marées, mensuel d'humeur anarchiste.

Groupe Jules-Vallès c/o AGDIR, BP 161, 38240 Meylan. Permanence: mardi de 18 h 30 à 20 h 30, local CDESI, 102, rue

Liaison de La-Tour-du-Pin c/o « Contre-courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

HAUTE-LOIRE (42)

d'Alembert à Grenoble.

Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

Permanence: premier mardi du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

Emission de radio : « Rouge et Noir », Radio Dio (89.5), jeudi de 21 h à

LOIRE-ATLANTIQUE (44)

Groupe Milly-Witkop c/o « Magazine Libertaire », Alternantes FM, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

Emission de radio : « Magazine Libertaire », deuxième et quatrième mardis du mois sur Alternantes FM (98.1 et 91).

Liaison de Saint-Nazaire c/o « Les Amis de Fernand-Pelloutier », Maison du Peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

LOIRET (45)

FA - Groupe Val-de-Loire, BP 1, 41190 Molineuf.

LOT-ET-GARONNE (47)

Groupe Federica-Montseny, 7, rue Raymond-Noubel, 47000 Agen.

Groupe de Cherbourg c/o GREL,

BP 12, 50130 Octeville cedex. Permanence: premier samedi du mois à partir de 17 h, au Foyer Jacques-Prévert à Octeville.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)

Groupe Jean-Roger-Caussimon c/o CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

Vente du ML chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

MOSELLE (57)

Groupe Ne Plus Subir c/o Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.

Permanence : deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 22 h, Maison des Associations, 3, rue Dudweiler à Saint-Avold.

Moselle-Sud: Groupe Ne Plus Subir -Sarrebourg c/o BP 58, 67260 Sarre-Union cedex.

NORD (59)

Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Permanence (avec débat publique) : le premier mercredi de chaque mois à partir de 20 h à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (près du boulevard J.-B. Lebas), métro République à Lille.

Table de presse : mercredi de 11 h 30 à 14 h 30 dans le hall de l'université de Lille III (Pont-de-Bois - Villeneuve-d'Ascq).

Ventes du ML: vendredi entre 17 h et 19 h

devant la gare de Lille ; samedi midi à la sortie des lycées Faidherbe, Gaston-Berger et

Pasteur (Lille); - dimanche de 10 h à 13 h sur le marché de Wazemmes (Lille).

Emission de radio : « Humeurs Noires - La Voix sans Maître », réalisée en commun avec le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille-Fives. Tél. : 20.47.62.65), vendredi de 19 h 30 à 20 h 30 sur Radio Campus (106.6).

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (64) Etudes Diffusions Libertaires (EDL), 23, rue Baratnau, 64160 Morlaas. EDL regroupe la FA du Béarn, le

fanzine Drapeau noir... PYRÉNÉES-ORIENTALES (66) Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex Permanences : mercredi de 17 h à 19 h et samedi de 15 h à 19 h à la

librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter. 66000 Perpignan. Publie Infos et analyses libertaires (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest) c/o CES, BP 233, 66002

Perpignan cedex. Archives (anarchisme, mouvement ouvrier, syndicalisme, mouvement libertaire espagnol) : librairie Infos (les archives sont ouvertes aux étudiants et universitaires).

Possiblité de contacter la Coordination des étudiants et lycéens anarchistes (CLÉA) de Perpignan.

BAS-RHIN (67) Groupe Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union cedex.

Liaison Bas-Rhin c/o Rémon, BP 35, 67340 Ingwiller.

RHÔNE (69)

Groupes Déjacque et Cronstadt c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

Permanences: mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi de 15 h à 19 h à La Plume Noire.

Emission de radio : « Idées Noires », mercredi de 21 h à 22 h sur Radio Canut (102.2).

SARTHE (72)

Groupe du Mans c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72015 Le Mans. Permanence : jeudi de 18 h 30 à

19 h 30, salle 23, 3e étage, 4, rue d'Arcole.

Vente du ML: samedi de 13 h 30 à 14 h 30, rue des Minimes/place de la République.

Emission de radio (à tendance rock) : « Houlala », samedi de 14 h à 15 h 30 sur Radio Alpa (93.3).

SAVOIE (73)

Liaison de Chambéry c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

HAUTE-SAVOIE (74)

Liaison d'Annemasse c/o ADIR, BP 15, 74420 Boëge.

PARIS (75)

Librairie du Monde Libertaire (métro Oberkampf), 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08. Fax: 49.29.98.59. La librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10 h à 20 h.

Permanence de l'Union régionale parisienne de la FA: chaque samedi de 14 h à 18 h à la librairie du Monde Libertaire.

Bibliothèque de l'URP : premier samedi du mois de 15 h à 18 h au local « La Rue », 10, rue Planquette, 75018 Paris.

Groupe Alliance (20e arrondissement) c/o librairie du Monde Libertaire.

Groupe Berneri c/o librairie du Monde Libertaire.

Permanence: mercredi de 19 h à 20 h au bar « Le Métro », sortie de métro Abbesses, 75018 Paris.

Emission sur Radio Libertaire : « Ras les Murs » (émission prison). mercredi de 20 h 30 à 22 h 30.

Groupe du 14e arrondissement c/o librairie du Monde Libertaire.

Groupe Février c/o librairie du Monde Libertaire.

Emission de radio : « Femmes Libres », mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 sur Radio Libertaire (89.5), avec rediffusion le mardi suivant de 10 h 30 à 12 h 30.

Permanence téléphonique durant l'émission: 42.62.90.51 (studio RL).

Groupe La Vache Folle - antenne nord c/o librairie du Monde Libertaire. Emissions musicales sur Radio

Libertaire: – « Traffic », mercredi de 22 h 30 à

– « Epsilonia », jeudi de 22 h 30 à Emission d'actualité : « Chronique Hebdo », jeudi de 20 h 30 à 22 h 30.

Edition: - histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache Folle);

- poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache Folle). Edition musicale: Visa (musiques

indépendantes). Divers: Colloques, expositions, photographies...

Groupe La Villette c/o « Bagaudes », 66, avenue Secrétan, 75019 Paris. Vente du ML : vendredi de 18 h à 19 h au métro Crimée (angle rue de Flandres et rue de Crimée).

Groupe Louise-Michel (18^e arrondis-Robert-Planquette, 75018 Paris. Permanence : premier samedi du mois de 15 h à 18 h au local « La Rue » (métro Blanche ou Abbesses). Ventes du ML : dimanche de 11 h à 13 h sur les marchés des rues Lepic

Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du Monde Libertaire.

Vente du ML: dimanche de 10 h 30 à 12 h sur le marché de la place des

Emission sur Radio Libertaire : « Les Chroniques syndicales », samedi 11 h 30 à 13 h 30.

Groupe Ubu c/o librairie du Monde Libertaire.

Vente du ML: mercredi de 17 h 30 à 18 h 30 à la gare de l'Est.

SEINE-MARTIME (76)

Groupe de Dieppe c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex. Vente du ML : samedi de 10 h 30 à 12 h sur le marché de la place Nationale.

Groupe de Rouen c/o librairie du Monde Libertaire.

Ventes du ML: - mercredi de 11 h 30 à 13 h 30 à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (durant la période scolaire);

- samedi de 11 h à 12 h sur le marché d'Elbeuf; - dimanche de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)

Groupe Sacco-et-Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. Tél.: 64.21.43.14. Permanence : dimanche de 10 h à 12 h, au local de la rue Emilie.

YVELINES (78) Groupe de Versailles - CAY c/o CAP,

BP 52, 78371 Plaisir cedex. Groupe de Conflans-Sainte-Honorine (même adresse).

Liaison de Rambouillet (même adresse).

VAR (83)

Mer cedex.

Liaison d'Albi c/o Union régionale du Sud-Ouest, CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

Liaison de Montauban c/o Union régionale du Sud-Ouest, CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

TARN-ET-GARONNE (82)

83065 Toulon cedex.

Minitel: 3614 chez.Nada83. Groupe Région-toulonnaise c/o CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-

Groupe Nada c/o ACL, BP 6081,

Groupe Amour Anarchie de la région brignolaise c/o Gérard Chiarisoli, La Condamine, 83570 Correns. Tél. : 94.59.56.46.

Liaison Païs deï Maures c/o Jean-Claude Babois, place de l'Enfer,

VIENNE (86)

ESSONNE (91)

83790 Pignans.

Groupe Berkman c/o « On a faim », BP 166, 86004 Poitiers.

Groupe Francisco-Ferrer d'Evry c/o librairie du Monde Libertaire.

HAUTS-DE-SEINE (92) Groupe Fresnes-Antony, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony. Tél.

46.68.48.58. Permamences: samedi et dimanche de 10 h à 12 h. Ventes du ML : dimanche de 10 h 30

à 12 h sur les marchés d'Antony et

de Palaiseau. SEINE-SAINT-DENIS (93) Groupe Henry-Poulaille c/o librairie du Monde Libertaire. Permanence téléphonique 48.20.12.08, le mercredi soir. Vente du ML: dimanche de 10 h 30

VAL-DE-MARNE (94)

Groupe Etoile Noire du Kremlin-Bicêtre/Ivry c/o librairie du Monde Libertaire.

Vente du ML: dimanche de 10 h à

12 h sur le marché du métro

à 12 h, rue de la République à Saint-

Maison-Blanche.

Denis.

Groupe Otchaïanie c/o Gernika, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

Des coordonnées de groupes et liaisons de la Fédération anarchiste sont manquantes ou incomplètes, veuillez, SVP, l'indiquer au « Monde libertaire ».

ÉLOGE POSTHUME

La Colonne Durruti

L'éloge posthume de Durruti qui suit est dû à la plume de Carl Einstein, un écrivain allemand qui combattit dans la Colonne Durruti en 1936. Ce texte avait été rédigé pour la radio de la CNT-FAI, Radio Barcelone, et publié dans le *Deutscher Informationsdienst der CNT-FAI, Barcelone 1936* par H. Rüdiger, un anarchiste allemand chargé de l'information, H.M. Enzersberger qui cite cette brochure dans la bibliographie de son livre *Le bref été de l'anarchie*, Paris 1973, ne fait pas état de ce texte de l'écrivain allemand.

Carl Einstein (né à Neuwied en Allemagne, en 1885, mort en France en 1940) était écrivain et historien de l'art. C'est un des représentants les plus importants, et parmi les moins connus en France, du mouvement expressionniste allemand. Il a fait connaître l'art africain en Allemagne (Negerplastik, 1915), le cubisme et la peinture de Picasso. Il a écrit une œuvre révolutionnaire pour la compréhension des arts plastiques et de la peinture : L'Art du 20° siècle (1926). En 1928, il est venu s'établir en France, précédant la vague d'émigration allemande de 1933. Il a fondé avec Georges Bataille et Michel Leiris la revue Documents qui parut en 1929 et 1930. Autodidacte en révolte perpétuelle contre toutes les institutions et les pouvoirs, il prit part à la guerre d'Espagne dans les rangs anarchistes. Réfugié dans le Midi pour échapper aux nazis, il s'est suicidé en 1940. L'extrait de la préface d'Abel Paz à son livre Un anarchiste espagnol, Durruti, paru dans le Monde libertaire n° 934 du 25 novembre au 1er décembre 1993, nous offre l'occasion de publier cet hommage de Carl Einstein à Buenaventura Durruti.

M. S. Rollin

otre Colonne apprit la mort de Durruti dans la nuit. On parla peu. Sacrifier sa vie va de soi pour les camarades de Durruti. Quelqu'un dit à mi-voix : « C'était le meilleur de nous tous ». D'autres crièrent dans la nuit : « Nous le vengerons ». La consigne du lendemain fut : Venganza (vengeance). camarades de la province les ont rejoints. Les agriculteurs et les petits paysans ont abandonné leurs villages, torturés et avilis par les fascistes, ils ont passé l'Ebre de nuit. La Colonne Durruti a grandi avec le pays qu'elle a conquis et libéré. Elle était née dans les quartiers ouvriers de Barcelone, aujourd'hui elle

Durruti, cet homme extraordinairement objectif et précis, ne parlait jamais de lui, de sa personne. Il avait banni de la grammaire le mot « moi », ce terme préhistoire. Dans la colonne Durruti, on ne connaît que la syntaxe collective. Les camarades enseigneront aux écrivains à changer la grammaire pour la rendre collective. Durruti avait eu l'intuition profonde de la force anonyme du travail. Anonymat et communisme ne font qu'un. Le camarade Durruti vivait à des années-lumière de toute cette vanité des vedettes de gauche. Il vivait avec les camarades, il luttait en compagnon. Son rayonnement était le modèle qui nous animait. Nous n'avions pas de général ; mais la passion du combat, la profonde humilité face à la Cause, la Révolution, passaient de ses yeux bienveillants jusqu'à nos cœurs qui ne faisaient qu'un avec le sien, lequel continue à battre pour nous dans les montagnes. Nous entendrons toujours sa voix ; Adelante, adelante. Durruti n'était pas un général, il était notre camarade. Cela n'est pas décoratif, mais dans cette colonne prolétarienne, on n'exploite pas la Révolution, on ne fait pas de publicité. On ne pense qu'à une chose : la victoire et la Révolution.

Cette colonne anarcho-syndicaliste est née au sein de la Révolution. C'est elle qui est sa mère. Guerre et Révolution ne font qu'un pour nous. D'autres auront beau jeu d'en parler en termes choisis ou d'en discuter dans l'abstrait. La Colonne Durruti ne connaît que l'action, et nous sommes ses élèves. Nous sommes concrets tout simplement et nous croyons que l'action produit des idées plus claires qu'un programme progressif qui s'évapore dans la violence du Faire.

La Colonne Durruti se compose de travailleurs, des prolétaires venus des usines et des villages. Les ouvriers d'usine catalans sont partis en guerre avec Durruti, les

rejoints. Les agriculteurs et les petits paysans ont abandonné leurs villages, torturés et avilis par les fascistes, ils ont passé l'Ebre de nuit. La Colonne Durruti a grandi avec le pays qu'elle a conquis et libéré. Elle était née dans les quartiers ouvriers de Barcelone, aujourd'hui elle comprend toutes les couches révolutionnaires de Catalogne et d'Aragon, des villes et des campagnes. Les camarades de la Colonne Durruti sont des militants de la CNT-FAI. Nombre d'entre eux ont payé de peines de prison pour leurs convictions. Les jeunes se sont connus aux Juventudes libertarias.

Les ouvriers agricoles et les petits paysans qui nous ont rejoints sont les frères et les fils de ceux qui sont encore réprimés là-bas. Ils regardent vers leurs villages.

Nombre de leurs parents, pères et mères, frères et sœurs ont été assassinés par les fascistes. Les paysans regardent vers la plaine, dans leurs villages, avec espoir et colère. Mais ils ne combattent pas pour leur hameau ni pour leurs biens, ils se battent pour la liberté de tous. Des

« [La Colonne] a émergé de façon organique du mouvement syndicaliste. »

adolescents, presque des enfants, se sont enfuis chez nous, des orphelins dont les parents avaient été assassinés. Ces enfants se battent à nos côtés. Ils parlent peu, mais ils ont vite compris bien des choses. Le soir au bivouac, ils écoutent les plus âgés. Certains ne savent ni lire ni écrire. Ce sont les camarades qui leur apprennent. La Colonne Durruti reviendra du champ de bataille sans analphabètes. Elle est une école

La Colonne n'est organisée ni militairement ni de façon bureaucratique. Elle a émergé de façon organique du mouvement syndicaliste. C'est une association socialrévolutionnaire, ce n'est pas une troupe. Nous formons une association des prolétaires asservis et qui se bat pour la liberté de tous. La Colonne est l'œuvre du camarade Durruti, qui a déterminé leur esprit et encouragé leur liberté d'être jusqu'au dernier battement de son cœur. Les fondements de la Colonne sont la camaraderie et l'autodiscipline. Le but de leur action est le communisme, rien d'autre.

Tous, nous haïssons la guerre, mais tous nous la considérons comme un moyen révolutionnaire. Nous ne sommes pas des pacifistes et nous nous battons avec passion. La guerre cette idiotie complètement dépassée - ne se justifie que par la Révolution sociale. Nous ne luttons pas en tant que soldats, mais en tant que libérateurs. Nous avançons et prenons d'assaut, non pour conquérir de la propriété mais pour libérer tous ceux qui sont réprimés par les capitalistes et les fascistes. La Colonne est une association d'idéalistes qui ont une conscience de classe. Jusqu'à présent, victoires et défaites servaient au capital qui entretenait des armées et des officiers pour assurer et agrandir son profit et sa rente. La Colonne Durruti sert le prolétariat. Chaque succès de la Colonne entraîne la libération des travailleurs, quel que soit l'endroit où la Colonne a vaincu.

Nous sommes des communistes syndicalistes, mais nous savons l'importance de l'individu ; cela veut dire : chaque camarade possède les mêmes droits et remplit les mêmes tâches. Il n'y en a pas un au-dessus de l'autre, chacun doit développer et offrir un maximum de sa personne. Les techniciens militaires conseillent, mais ne commandent pas. Nous ne sommes peut-être pas des stratèges, mais certainement des combattants prolétariens. La Colonne est forte, c'est un facteur important du front, car elle est constituée d'hommes qui ne poursuivent qu'un seul but depuis longtemps, le communisme, parce qu'il se compose de camarades organisés syndicalement depuis longtemps et travaillant de façon révolutionnaire. La Colonne est une communauté syndicaliste en lutte.

Les camarades savent qu'ils luttent cette fois-ci pour la classe laborieuse, non pour une minorité capitaliste, l'adversaire. Cette conviction impose à tous une autodiscipline sévère. Le milicien n'obéit pas, il poursuit avec tous ses camarades la réalisation de son idéal, d'une nécessité sociale.

La grandeur de Durruti venait justement de ce qu'il commandait rarement, mais éduquait continuellement. Les camarades venaient le retrouver sous sa tente quand il rentrait du front. Il leur expliquait le sens des mesures qu'il prenait et discutait avec eux. Durruti ne commandait pas, il convainquait. Seule la conviction garantit une action claire et résolue. Chez nous, chacun connaît la raison de son action et ne fait qu'un avec elle. Chacun s'efforcera donc à tout prix d'assurer le succès à son action. Le camarade Durruti nous a donné l'exemple.

Le soldat obéit parce qu'il a peur et qu'il se sent inférieur socialement. Il combat par frustration. C'est pour cela que les soldats défendent toujours les intérêts de leurs adversaires sociaux, les capitalistes. Ces pauvres diables du côté fasciste nous en livrent le pitoyable exemple. Le milicien se bat avant tout pour le prolétariat, il veut la victoire de la classe ouvrière. Les soldats fascistes se battent pour une minorité en voie

« Le fétichisme du commandement [...] laissons cela aux fascistes. »

de disparition, leur adversaire, le milicien pour l'avenir de sa propre classe. Le milicien est donc plus intelligent que le soldat. C'est un idéal et non la parade au pas de l'oie qui règle la discipline de la Colonne Durruti.

Où que pénètre la Colonne, on

collectivise. La terre est donnée à la communauté, les prolétaires agricoles, d'esclaves des caciques qu'ils étaient, se métamorphosent en hommes libres. On passe du féodalisme agraire au libre communisme. La population est soignée, nourrie et vêtue par la Colonne. Quand la Colonne fait halte dans un village, elle forme une communauté avec la population. Jadis, cela s'appelait Armée et Peuple ou plus exactement l'armée contre le peuple. Aujourd'hui, cela s'appelle prolétariat au travail et en lutte, tous deux forment une unité inséparable. La milice est un facteur prolétaire, son être son organisation sont prolé taires et doivent le rester. Les milices

sont les représentantes de la lutte de classe. La Révolution impose à la Colonne une discipline plus sévère que ne le pourrait n'importe quelle militarisation. Chacun se sent responsable du succès de la Révolution sociale. Celle-ci forme le contenu de notre lutte qui restera déterminée par la dominante sociale. Je ne crois pas que des généraux ou un salut militaire puissent nous enseigner une attitude plus fonctionnelle. Je suis sûr de parler dans le sens de Durruti et des camarades.

Nous ne nions pas notre vieil antimilitarisme, notre saine méfiance contre le schématisme militaire qui n'a apporté jusqu'ici des avantages qu'aux capitalistes. C'est justement au moyen de ce schématisme militaire qu'on a empêché le prolétaire de se former en tant que sujet et qu'on l'a maintenu dans l'infériorité sociale. Le schématisme militaire avait pour but de briser la volonté et l'intelligence du prolétaire. Finalement, et en dernier lieu, nous luttons contre les généraux mutins. Le fait de la rébellion militaire prouve la valeur douteuse de la discipline militaire. Nous n'obéissons pas aux généraux, nous poursuivons la réalisation d'un idéal social qui fait sa part à la formation maximale de l'individualité prolétaire. La militarisation, par contre, était un moyen jusqu'alors populaire d'amoindrir la personnalité du prolétaire. Nous accomplirons tous et de toutes nos forces les lois de la Révolution. La base de notre Colonne, ce sont notre confiance réciproque et notre collaboration volontaire. Le fétichisme du commandement, la fabrication de vedettes, laissons cela aux fascistes. Nous restons des prolétaires en armes, qui se soumettent volontairement à une discipline fonctionnelle.

On comprend la Colonne Durruti si l'on a saisi qu'elle restera toujours la fille et la protectrice de la Révolution prolétarienne. La Colonne incarne l'esprit de Durruti et celui de la CNT-FAI. Durruti continue à vivre dans notre Colonne. Elle garantit son héritage dans la fidélité. La Colonne lutte avec tous les prolétaires pour la victoire de la Révolution.

Honneur à notre camarade tombé au combat.

Honneur à Durruti.

Carl Einstein

SOMMAIRE

PAGE 1: On veut la semaine des trois dimanches! (suite P. 3), Aucune guerre ne sera jamais la nôtre! (suite P. 2).

PAGE 2 : Aucune guerre ne sera jamais la nôtre (suite de la « une»).

PAGE 3: On veut la semaine des trois dimanches (suite de la « une »), Intermittents du spectacle : les ASSEDIC : le serpent de mer, Infos FA.

PAGE 4 : Sortir du nucléaire, Cadarache : Phébus en Provence, Superphénix : appel à la raison

PAGE 5 : Bonaventure : déjà trois mois ! PAGE 6 : Le « vieux » est mort, Les anarchistes de Gand dans le collimateur de la gendarmerie, Non à l'expulsion de Pasquale Valittuti. PAGE 7 : Sélection RL, « El Castillo Maldito », Tom Akis (blues), Non aux expulsions, Affaire Dignon (suite), Associations.

PAGE 8 : Cultures populaires d'hier et d'aujourd'hui, « Germinal, un autre regard » n'a pas eu lieu à la Maison du Mineur à Lens.

PAGE 9: Mouvement ouvrier et expression culturelle, La littérature prolétarienne: une forme d'expression culturelle du mouvement ouvrier.

PAGE 10 : « La Pensée aveugle » : de l'intellectuel critique à l'intellectuel flexible.
PAGE 11 : Fédération anarchiste : groupes et liaisons.

PAGE 12 : La Colonne Durruti.